

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du VENDREDI 6 JUILLET 2012**

## **QUESTION N° 20**

**CESSION AMIABLE D'UN PAVILLON  
SITUE 165 AVENUE FELIX FAURE**

## **Rapport de la Direction Générale**

<b>CESSION AMIABLE D'UN PAVILLON SITUE 165 AVENUE FELIX FAURE</b>
---

La ville est propriétaire d'un pavillon situé au 165, avenue Félix Faure, sur le point de devenir vacant.

Ce pavillon, élevé sur sous-sol et composé d'un rez-de-chaussée, d'une superficie utile de 69 m<sup>2</sup> environ, est construit sur une parcelle d'une contenance de 270 m<sup>2</sup>, cadastrée section H n°58. Il est en mauvais état.

Le locataire, par courrier en date du 16 décembre 2011, a accusé réception de son congé à fin juin 2012.

Ce bien, occupe une parcelle qui autorise la réalisation d'un projet immobilier cohérent avec les principes de renouvellement urbain adoptés par la municipalité et compatibles avec le PLU.

C'est dans ce cadre que la société Financière Axel Investissement, qui s'est rendu propriétaire de parcelles voisines en vue de réaliser un programme immobilier mixte à usage d'habitations et de commerces en accession à la propriété, a sollicité l'acquisition amiable de ce bien

Ce bien avait été acquis au prix de 108.591,39 € (frais de notaire compris) en date du 12 février 1991.

Par avis en date du 27 janvier 2012, la Direction Départementale des Finances Publiques (service France Domaine) a estimé la valeur vénale de ce bien, libre de toute occupation ou location, au prix de 410.400 € en accordant à la Ville une marge de négociation de 10%.

Après négociation, la société Financière Axel Investissement a fait une offre au prix de 470.000 € net vendeur dans un courrier du 7 mai 2012.

### **Il est proposé au Conseil Municipal :**

- De décider la cession amiable à la société Financière Axel Investissement d'un pavillon, élevé sur sous-sol d'un rez-de-chaussée, libre de toute occupation ou location, d'une superficie utile de 69 m<sup>2</sup> environ, construit sur une parcelle d'une contenance de 270 m<sup>2</sup>, cadastrée section H n°58 et située 165, avenue Félix Faure au prix de 470.000 € net vendeur.
- D'autoriser Madame le Maire ou son représentant à accomplir toutes les formalités nécessaires à cette cession et à signer tout acte afférent à cette affaire.

# PROJET

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L.2241-1,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu la circulaire interministérielle du 12 février 1996 relative aux ventes immobilières des collectivités locales,

Vu le courrier du Centre Théophile Roussel en date du 16 décembre 2011 acceptant le congé fin juin 2012,

Vu l'avis de la Direction Départementale des Finances Publiques (service France Domaines) en date du 27 janvier 2012, ci-annexé,

Vu le courrier, en date du 7 mai 2012, de la société Financière Axel Investissement, ci-annexé,

Vu le rapport établi par la Direction Générale en date du 30 mai 2012,

## DELIBERE

### ARTICLE 1 :

Décide la cession amiable à la société Financière Axel Investissement d'un pavillon, élevé sur sous-sol d'un rez-de-chaussée, libre de toute occupation ou location, d'une superficie utile de 69 m<sup>2</sup> environ, construit sur une parcelle d'une contenance de 270 m<sup>2</sup>, cadastrée section H n°58 et située 165, avenue Félix Faure au prix de 470.000 € net vendeur.

### ARTICLE 2 :

Autorise Madame le Maire ou son représentant à accomplir toutes les formalités nécessaires à cette cession et à signer tout acte afférent à cette affaire et à signer tout acte afférent à cette affaire.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du VENDREDI 6 JUILLET 2012**

## **QUESTION N° 21**

**CESSION AMIABLE D'UN TERRAIN  
35 RUE VOLTAIRE – APPROBATION DE LA CLAUSE  
DE SUBSTITUTION**

## **Rapport de la Direction Générale**

<p><b>CESSION AMIABLE D'UN TERRAIN NU 35 RUE VOLTAIRE APPROBATION DE LA CLAUSE DE SUBSTITUTION</b></p>
--

Par Délibération en date du 12 juillet 2010, le Conseil Municipal autorisait la cession amiable d'un terrain nu et libre de toute occupation ou location d'une superficie de 1 498 m<sup>2</sup> environ sis 35 rue Voltaire à la Société MAPAD SANTE au prix de 1 800 000 €.

Cette cession a pour but la construction d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD).

En date du 27 mai 2011, une promesse unilatérale de vente était signée entre la société MAPAD SANTE et la Commune de Puteaux suivant la délibération susvisée pour la cession d'un terrain à bâtir cadastré AB 144 d'une contenance de 1 498 m<sup>2</sup> désigné sous le terme Lot « B ».

La promesse unilatérale de vente mentionne un prix principal de 1 800 000 € HT et la Taxe sur la Valeur Ajoutée sur la marge telle déterminée par l'article 268 du Code Général des Impôts à 305 719,15 € et mentionne l'engagement de remboursement de MAPAD SANTE des travaux de démolition du site qui s'élèvent à 387 609.00 €.

Par ailleurs, la société MAPAD SANTE, représentée par son gérant, le docteur Gérard SITBON, par courrier en date du 13 juin 2012, fait savoir qu'il met en œuvre la clause de substitution autorisée dans la promesse de vente, au bénéfice des sociétés OSEO et FINAMUR dans le cadre de crédit-bail immobilier.

### **Il est proposé au Conseil Municipal :**

- La cession amiable d'un terrain à bâtir au prix de 1 800 000 € + la Taxe sur la Valeur Ajoutée au prix de 305 719.15 €
- Le remboursement par l'acquéreur des travaux de démolition d'un montant de 387 609.00 €
- La clause de substitution au profit des sociétés OSEO et FINAMUR dans le cadre de crédit-bail immobilier

# PROJET

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L.2241-1,

Vu la circulaire interministérielle du 12 février 1996,

Vu l'avis de la Direction Départementale des Finances Publiques des Hauts-de-Seine (service France Domaine) en date du 13 octobre 2009,

Vu les échanges de courriers entre la Ville et la société MAPAD SANTE, ci-annexés,

Vu le rapport établi par la Direction Générale en date du 18 juin 2012,

## DELIBERE

### **ARTICLE 1 :**

Accepte la cession amiable d'un terrain à bâtir nu et libre de toute occupation ou location sis 35 rue Voltaire cadastré AB 144 lot « B » d'une superficie de 1.498 m<sup>2</sup> au prix de 1.800.000 € HT + 305 719.15 € de Taxe sur la Valeur Ajoutée

### **ARTICLE 2 :**

Approuve le remboursement des travaux de démolition pour un montant de 387 609 €

### **ARTICLE 3 :**

Accepte la clause de substitution au profit des sociétés OSEO et FINAMUR dans le cadre du crédit-bail immobilier.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du VENDREDI 6 JUILLET 2012**

## **QUESTION N° 22**

**EXONERATION D'UN LOYER TRIMESTRIEL  
A UN LOCATAIRE DE LA CITE ARTISANALE**

Le 17 Juin 2012

## **RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE**

### **EXONERATION D'UN LOYER TRIMESTRIEL A LA SOCIETE EURL « MADEMOISELLE BOUDOIR », LOCATAIRE DE LA CITE ARTISANALE, SIS, 3TER, RUE CHANTECOCQ**

Par arrêté du Maire en date du 28 Septembre 2008, le Conseil Municipal a autorisé Mme le Maire, via un bail commercial en date du 1<sup>er</sup> Septembre 2010, à procéder à la location du lot n°4 de la Cité Artisanale, à la Société EURL « Mlle BOUDOIR », Suite aux travaux du restaurant municipal, la Ville a accordé au titre de l'article n°1724 du Code Civil, une exonération d'un mois de loyers à l'ensemble des locataires de la Cité Artisanale,

Toutefois, et suite au retard des travaux du restaurant municipal, l'activité de la société EURL « Mlle BOUDOIR » n'a pu réellement débuter qu'à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2011

#### **En conséquence de quoi, il est proposé au Conseil Municipal :**

- De procéder à une remise gracieuse d'un trimestre de loyers à la Société EURL « Mlle BOUDOIR » pour un montant de six cent trente-neuf euros et soixante- dix-huit centimes (639, 78 Euros).
- d'autoriser Madame le Maire ou son représentant à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.



# PROJET

Le Conseil,

Vu le Code Général des collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Considérant que par arrêté en date du 28 Septembre 2008, le Conseil Municipal a autorisé Mme le Maire, via un bail commercial, à procéder à la location du lot n° 4 de la Cité Artisanale, à la société EURL « Mlle BOUDOIR », situé 3ter rue Chantecoq en date du 1<sup>er</sup> Septembre 2010,

Considérant que malgré l'exonération d'un mois de loyer accordé au titre de l'article n° 1724 du Code Civil à l'ensemble des locataires de la Cité Artisanale, la Société EURL « Mademoiselle Boudoir » n'a débuté son activité qu'en Janvier 2011,

Vu le rapport établi par la Direction Générale en date du 17 Juin 2012,

## **DELIBERE**

### **ARTICLE 1 :**

Autorise l'exonération d'un trimestre de loyers à la société EURL « Mlle BOUDOIR » pour un montant de six cent trente-neuf euros et soixante-dix-huit centimes (639, 78 Euros).

### **ARTICLE 2 :**

Autorise Madame le Maire ou son représentant à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit explicite ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.*

*Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.*

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du VENDREDI 6 JUILLET 2012**

## **QUESTION N° 23**

**ENQUETE PUBLIQUE : PROCEDURE  
D'AUTORISATION D'INSTALLATION CLASSEE  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT  
SOCIETE NEXIMMO 46  
EN VUE D'EXPLOITER DES GROUPES  
ELECTROGENES, UNE INSTALLATION  
DE STOCKAGE DE LIQUIDE INFLAMMABLE  
ET UN ATELIER DE CHARGE D'ACCUMULATEUR  
SIS BOULEVARD DES BOUVETS  
ET BOULEVARD KUPKA**

Le 30 mai 2012

## Rapport de la direction générale

**ENQUETE PUBLIQUE : PROCEDURE D'AUTORISATION D'INSTALLATION  
CLASSEE POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT – DEMANDE DE  
LA SOCIETE NEXIMMO 46,  
EN VUE D'EXPLOITER DES GROUPES ELECTROGENES, UNE  
INSTALLATION DE STOCKAGE DE LIQUIDE INFLAMMABLE ET UN ATELIER  
DE CHARGE D'ACCUMULATEUR,  
SIS BOULEVARD DES BOUVETS ET BOULEVARD KUPKA**

Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine a, par arrêté du 23 avril 2012, soumis à enquête publique la demande d'autorisation d'exploiter des groupes électrogènes, une installation de stockage de liquide inflammable et un atelier de charge d'accumulateur sis boulevard des Bouvets et boulevard Kupka, à Puteaux.

Cette demande a été déposée par la société NEXIMMO 46, dont le siège social est situé 1 terrasse Bellini TSA 48200 La Défense 11 92919 PARIS CEDEX.

Les installations classées qui font l'objet de la présente demande d'autorisation regroupent des activités classables sous les rubriques suivantes de la nomenclature relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement :

**2910/A/1** : « Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2271, lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure ou égale à 20MW. **Autorisation** »,

**1432/2/b** : « Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) : Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430, représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10m<sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 100m<sup>3</sup>. **Déclaration.**»

Et

**2925** : « Accumulateurs (ateliers de charge d'), la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieur à 50kW. **Déclaration.**».

L'enquête publique y afférente se déroulera à la Mairie de PUTEAUX du 18 juin 2012 au 18 juillet 2012 inclus.

L'article IV de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2012 invite les Conseils Municipaux de Puteaux, Asnières, Bezons, Bois-Colombes, Carrières-sur-Seine, Colombes, Courbevoie, La Garenne Colombes, Levallois-Perret, Nanterre, Neuilly-sur-Seine, Rueil-Malmaison et Suresnes, Paris 16<sup>ème</sup>, Carrières-sur-Seine (78), et Bézons (95), à formuler leur avis dès le début de l'enquête publique et au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture de celle-ci, soit jusqu'au 2 août 2012.

Il s'agit donc aujourd'hui d'émettre un avis sur l'autorisation d'exploiter des groupes électrogènes, une installation de stockage de liquide inflammable et un atelier de charge d'accumulateur dans le futur immeuble dit « Salles de Marchés », qui sera situé à l'angle des boulevards des Bouvets et Kupka à Puteaux. Destiné à un usage de bureaux, l'immeuble aura une surface de 43 000 m<sup>2</sup>.

Par arrêté préfectoral du 26 juin 2008, la société NEXIMMO 46 a été autorisée d'exploiter des installations de combustion (groupes d'électrogènes) d'une puissance totale de 33,87 MW et des installations soumises à déclaration connexes : 8 cuves de fioul domestique classées sous la rubrique 1432 de la nomenclature des installations classées. Cependant, ces dernières n'ont pas été mises en service avant le 26 juin 2011 rendant l'arrêté préfectoral d'autorisation caduque. Dans son dossier de demande d'autorisation, l'exploitant indique qu'un incendie s'est déclenché sur le chantier le 17 mars 2011 conduisant à une révision du calendrier des travaux.

Le dossier de demande d'autorisation déposé par NEXIMMO 46 est donc un renouvellement de la demande d'autorisation des installations.

Le projet de la centrale de groupes électrogènes est soumis à autorisation car la puissance thermique de cette installation de combustion dépasse les 20 MW. En effet, la centrale sera composée de six groupes électrogènes d'une puissance thermique totale de 33,87 MW.

L'objectif de la centrale de groupes électrogènes, qui sera située au 4<sup>ème</sup> sous-sol du bâtiment, est de permettre la continuité d'exploitation de l'immeuble « Salle des Marchés » en cas de défaillance du réseau EDF.

La nature même du projet soumis à autorisation et des installations soumises à déclaration connexes, les technologies employées et les mesures compensatoires permettent de ne pas entraîner d'impact notable sur l'environnement actuel du site.

Il est en conséquence proposé au Conseil Municipal :

- D'émettre un avis favorable à la demande d'autorisation d'exploiter des groupes électrogènes, une installation de stockage de liquide inflammable et un atelier de charge d'accumulateur dans le futur bâtiment « Salle des Marchés » situé entre les boulevards des Bouvets et Kupka à Puteaux, sous réserve du respect des règlements en vigueur pour assurer la sécurité du futur bâtiment et de ses environs.

# PROJET

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L.123-1 à L.123-11, ainsi que R.512-14 et R.512-17,

Vu le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu la demande présentée le 6 février 2012 par le Directeur de la société NEXIMMO 46, dont le siège social est situé 1 terrasse Bellini TSA 48200 La Défense 11 92919 PARIS CEDEX, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter des groupes électrogènes, une installation de stockage de liquide inflammable et un atelier de charge d'accumulateur sis boulevard des Bouvets et boulevard Kupka, à Puteaux, regroupant des activités classables sous les rubriques suivantes de la nomenclature relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement :

**2910/A/1** : « Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2271, lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure ou égale à 20MW. **Autorisation** »,

**1432/2/b** : « Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) : Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430, représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10m<sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 100m<sup>3</sup>. **Déclaration.**»

Et

**2925** : « Accumulateurs (ateliers de charge d'), la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieur à 50kW. **Déclaration.**»,

Vu les plans et documents fournis à l'appui de cette demande,

Vu l'avis de l'Autorité environnementale du 5 mars 2012,

Vu l'arrêté préfectoral du 23 avril 2012 soumettant à enquête publique du 18 juin 2012 au 18 juillet 2012 inclus et appelant le Conseil Municipal à donner son avis sur la demande susvisée au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture de l'enquête,

Vu le rapport établi par la Direction générale en date du 30 mai 2012,

Considérant que les autorisations demandées sont de la responsabilité de la Préfecture,

## **DELIBERE :**

### **ARTICLE 1 :**

Emet un avis favorable à la demande d'autorisation d'exploiter des groupes électrogènes, une installation de stockage de liquide inflammable et un atelier de charge d'accumulateur dans le futur bâtiment « Salle des Marchés » situé entre les boulevards des Bouvets et Kupka à Puteaux, sous réserve du respect des règlements en vigueur pour assurer la sécurité du futur bâtiment et de ses environs.

### **ARTICLE 2 :**

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Commissaire enquêteur et à Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du VENDREDI 6 JUILLET 2012**

## **QUESTION N° 24**

**ACQUISITION DE PLEIN DROIT D'UN BIEN  
SANS MAITRE SIS 87 RUE JEAN JAURES**

## **Rapport de la Direction Générale**

<b>ACQUISITION DE PLEIN DROIT D'UN BIEN SANS MAITRE SITUE 87 RUE JEAN JAURES</b>
--

En date du 3 avril 2012, le Pôle Aménagement Urbain a été informé de l'existence d'un bien sans maître dans la copropriété sise 85-87 rue Jean-Jaurès. Les propriétaires de ce bien, Monsieur Emile Louis Pasquier et sa femme Madame Fernande Camille Ricard, décédés respectivement le 13 avril 1975 et le 27 juin 1976. Leur bien est resté sans occupation depuis ces dates.

Il s'agit d'un appartement de 46,9 m<sup>2</sup>, situé au 2<sup>ème</sup> étage à droite du palier, comprenant : un vestibule, une salle à manger sur rue, water-closets, cuisine sur courette, deux chambres, une cave d'une surface d'environ 3m<sup>2</sup>.

Une enquête préalable auprès de la Direction Nationale d'Interventions Domaniales a été menée. Il ressort qu'aucune procédure de succession n'a fait l'objet d'une gestion de la part du Domaine, et qu'aucune procédure d'appréhension par l'Etat au titre des biens vacants et sans maître n'a été engagée concernant le bien de Monsieur Pasquier.

Les dispositions relatives à ce type de biens ont été modifiées par la loi n°2004-809 du 13 août 2004, complétée par la circulaire du 8 mars 2006. Ils relèvent désormais de la responsabilité des communes, qui peuvent les acquérir de plein droit si les héritiers potentiels ne se sont pas manifestés dans un délai de 30 ans après le décès du propriétaire. Toutefois, la propriété est transférée de plein de droit à l'Etat si la commune renonce à exercer ses droits.

La procédure d'acquisition prévoit l'invitation des assemblées délibérantes communales à prendre une délibération autorisant l'acquisition, par le maire, d'un bien sans maître revenant de plein droit à la commune. Cette prise de possession est constatée par un procès-verbal, affiché en mairie, selon les modalités de l'article L.2131-1 du code général des collectivités territoriales.

### **Il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'acquérir de plein droit : un appartement de 46,9 m<sup>2</sup>, situé au 2<sup>ème</sup> étage à droite du palier, comprenant : un vestibule, une salle à manger sur rue, water-closets, cuisine sur courette, deux chambres, une cave d'une surface d'environ 3m<sup>2</sup>, cadastrée section S Numéro 161 et située 87 rue Jean Jaurès – 92 800 PUTEAUX.
- D'autoriser Madame le Maire ou son représentant à accomplir toutes les formalités nécessaires à cette acquisition.



# PROJET

Le Conseil,

Vu le Code Civil notamment l'article 713,

Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 notamment l'article 147,

Vu la Circulaire du 8 mars 2006,

Vu le Code des Domaines notamment les articles L.25, L27 bis et L.27 ter.

Vu le Code Général de la propriété des personnes publiques notamment les articles L 1122.1, L 1122.2, et L 1122.3

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2121.29,

Vu le Code l'Urbanisme,

Vu les échanges de courriers entre la Commune et le syndic,

Vu le rapport établi par le Directeur du Service Urbanisme et Foncier en date du 25 avril 2012,

## DELIBERE

### **ARTICLE 1 :**

Décide l'acquisition de plein droit du lot N°8 cadastré Section S numéro 161, déclaré vacant et sans maître.

### **ARTICLE 2 :**

Autorise Madame le Maire à faire procéder à la rédaction d'un projet d'acte authentique qui sera soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du VENDREDI 6 JUILLET 2012**

## **QUESTION N° 25**

**APPROBATION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE  
N°1 DU P.L.U.**

## Rapport de la Direction Générale

### **APPROBATION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1 DU PLU**

Par délibération en date du 16 février 2012, le Conseil Municipal réuni en séance a approuvé le dossier de plan Local d'Urbanisme de la Ville de Puteaux.

Conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme (articles L.123-13 et R.123-20-1) :

L'objectif de la modification simplifiée du PLU de Puteaux est :

- Rectifier une erreur matérielle lors de la reproduction du dossier de PLU

Dans le cas présent, la commune de PUTEAUX est confrontée à une erreur matérielle qui concerne le règlement du P.L.U. relative à la zone UB, axe historique Paris-La Défense.

En effet, suite à l'enquête publique qui s'est déroulée du 5 septembre au 8 octobre 2011, sur le projet de PLU arrêté en séance du Conseil Municipal du 8 avril 2011, la commune de Puteaux a décidé de prendre en compte un certain nombre de remarques issues d'une part de cette enquête publique et d'autre part de l'avis des personnes publiques consultées.

Deux remarques ont notamment été prises en compte, celles de l'EPADESA et de la SNCF, demandant d'autoriser en zone UB, les équipements publics ou d'intérêt collectif, ceux-ci n'étant pas explicitement autorisés dans la version du PLU soumise à enquête publique.

Une version corrigée du PLU a donc été rédigée en vue de son approbation en Conseil Municipal, après réception de l'avis favorable et des conclusions du Commissaire enquêteur en date du 25 octobre 2011.

Lors de la prise en compte des remarques de l'EPADESA, la commune de Puteaux n'était pas encore officiellement visée par une procédure de mise en compatibilité de son document d'urbanisme avec le projet EOLE. La prise en compte des observations de l'EPADESA ne posait donc, en soi, aucune difficulté particulière. Il en sera différemment dès lors qu'il va être décidé de soumettre la ville de Puteaux à une procédure de mise en compatibilité de son document d'urbanisme en vigueur (le POS partiel n°3) avec le projet EOLE.

Dans le cadre de cette procédure, les services de l'Etat ont expliqué à la ville, lors de la réunion d'examen conjoint qui s'est tenue le 16 décembre 2011, comment devaient s'articuler l'élaboration du PLU et la mise en compatibilité du POS partiel n°3.

Ainsi, conformément à l'article L.123-16 6ème alinéa du code de l'urbanisme «

*Dès l'ouverture de l'enquête publique et jusqu'à l'adoption de la déclaration d'utilité publique, le plan local d'urbanisme ne peut plus faire l'objet d'une modification ou d'une révision portant sur les dispositions faisant l'objet de la mise en compatibilité.»*

Ayant désormais connaissance du fait qu'il ne fallait pas modifier son PLU jusqu'au prononcé de la DUP, la Ville de Puteaux a décidé, avant d'approuver son Plan Local d'Urbanisme, de revenir à la rédaction initiale de certains articles du règlement, avant enquête publique, en supprimant les modifications ayant un rapport avec la DUP du prolongement d'EOLE. Il s'agissait donc de ne pas prendre en compte, en zone UB, des demandes de l'EPADESA et de la SNCF, la DUP, une fois prononcée, se chargeant de la mise en compatibilité des dispositions d'urbanisme avec le projet.

La Préfecture des Hauts-de-Seine a organisé du 16 janvier au 18 février 2012, une enquête publique préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et portant également sur la mise en compatibilité des documents d'urbanisme avec le projet de prolongement du RER E (EOLE) à l'Ouest.

Le PLU de Puteaux a été approuvé en Conseil Municipal du 16 février 2012 et lors de la reproduction du document, il s'est produit une erreur matérielle qui a conduit au maintien de la rédaction de l'article UB1 dans sa version modifiée après enquête publique.

L'économie générale du PADD ne s'en trouve pas bouleversée, aucune zone concernée par les conditions évoquées n'est concernée dans le cas présent et aucun risque de nuisance n'est généré par cette correction.

La présente proposition a fait l'objet d'un porté à connaissance du public pendant un mois à partir du mercredi 23 mai 2012 avec mise à disposition d'un registre afin que des observations puissent y être formulées. Deux publications dans la presse le 14 mai 2012 font état de cette mise à disposition.

Ainsi, et conformément aux dispositions prévues par les articles L.123-13 et R.123-20-1 du Code de l'Urbanisme, il est demandé au Conseil municipal de valider le point suivant :

Correction de l'erreur matérielle concernant la rédaction de l'article UB1 du P.L.U approuvé le 16 février 2012, suite à une erreur de reproduction de document.

Cet article UB1 devant reprendre sa rédaction antérieure du PLU arrêté le 8 avril 2011 et soumis à enquête publique.

Considérant que le public a été suffisamment et réglementairement informé de ce dossier :

-avis dans les Echos en date du 14 mai 2012

-avis dans la Croix en date du 14 mai 2012

-avis au public sur les panneaux municipaux à compter du 14 mai jusqu'au 23 juin 2012

-avis sur le site [www.puteaux.fr](http://www.puteaux.fr) le 14 mai 2012.

Considérant que le registre mis à la disposition du public ne comporte aucune remarque en rapport avec l'objet de la consultation.

Considérant que la modification simplifiée du PLU :

- n'entraîne pas de changement de superficie des zones ou des secteurs.
- ne porte pas atteinte à l'économie générale du document. Elle n'a pas pour effet de réduire ou de supprimer un espace boisé classé, ni une zone NC ou ND.
- ne comporte pas de graves risques de nuisances

La modification simplifiée du PLU de Puteaux est donc compatible avec l'article L.123-13 du Code de l'Urbanisme.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la modification simplifiée n°1 du PLU relative à la rectification d'une erreur matérielle.

Le dossier de modification simplifiée n°1 est consultable au secrétariat du conseil Municipal

# PROJET

Le Conseil,

Vu le code général des Collectivités Territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 123-13, R. 123-20-1 et R. 123-20-2;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 16 février 2012 approuvant le Plan Local d'Urbanisme;

Vu le décret n°2009-722 du 18 juin 2009 pris en application des articles 1 et 2 de la loi n°2009-179 du 17 février 2009 pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics-privés ;

Vu l'avis précisant l'objet de la modification simplifiée n°1 du PLU publié dans le journal Les Echos et le journal La Croix en date du 14 mai 2012, soit 8 jours au moins avant le début de la mise à disposition du public du projet soit du 23 mai au 23 juin 2012 inclus ;

Vu le rapport de la Direction Générale en date du 25 juin 2012,

Entendu l'exposé du Maire,

Considérant que le projet de modification simplifiée n°1 du PLU, tel qu'il est présenté au conseil municipal est prêt à être approuvé, conformément aux articles susvisés du code de l'urbanisme.

Le conseil,

## **DELIBERE**

### **ARTICLE 1 :**

Approuve la modification simplifiée n°1 du PLU relatif à la rectification d'une erreur matérielle.

### **ARTICLE 2 :**

La présente délibération sera transmise au Préfet du Département des Hauts-de-Seine et la délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois. En outre, mention de cette décision sera insérée en caractères lisibles dans deux journaux diffusés dans le département.

### **ARTICLE 3 :**

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit explicite ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du VENDREDI 6 JUILLET 2012**

## **QUESTION N° 26**

**APPROBATION DU REGLEMENT COMMUNAL  
POUR LE VERSEMENT DES SUBVENTIONS  
DANS LE CADRE DE LA 2<sup>ème</sup> TRANCHE DU FISAC**

## **Rapport de la Direction Générale**

### **REGLEMENT COMMUNAL POUR LE VERSEMENT DES SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA 2<sup>nd</sup> TRANCHE DU FISAC**

La municipalité de Puteaux souhaite requalifier et redynamiser son centre-ville afin d'y développer notamment l'attractivité commerciale et la convivialité.

Pour atteindre ces objectifs, la municipalité met en œuvre différents dispositifs et leviers d'action.

L'opération de « rénovation des devantures commerciales et vitrines », « sécurisation des entreprises commerciales, artisanales et de services », « mise en accessibilité des commerces aux personnes à mobilité réduite » est un des dispositifs intégré à ce plan d'actions. Elle a pour objectif de soutenir financièrement les commerçants dans leur effort d'embellissement de leur vitrine et ce dans le cadre d'un règlement communal des publicités, enseignes et pré-enseignes, et d'une charte esthétique proposée par la Ville.

Cette procédure de développement du commerce et de l'artisanat fait l'objet d'un cofinancement par la Ville de Puteaux et de l'Etat à travers le Fonds d'Intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce (FISAC).

Dans le cadre de ce cofinancement Ville-Etat les règles d'interventions sont précisément codifiées et encadrées.

Le règlement des communal pour la seconde tranche de l'opération de rénovation des devantures commerciales, mise en accessibilité des commerces aux personnes à mobilité réduite et sécurisation des entreprises commerciales, artisanales et de services, dans le cadre du programme d'actions de relance du commerce de proximité, de l'artisanat et des services est consultable au secrétariat du Conseil Municipal.

#### **Il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver le règlement communal pour la seconde tranche de l'opération de rénovation des devantures commerciales, mise en accessibilité des commerces aux personnes à mobilité réduite et sécurisation des entreprises commerciales, artisanales et de services, dans le cadre du programme d'actions de relance du commerce de proximité, de l'artisanat et des services renforcé par le FISAC.
- D'autoriser Madame le Maire ou son représentant à accomplir toutes les formalités nécessaires au versement des subventions.



# PROJET

Le Conseil,

Vu le Code Générales des collectivités Territoriales,

Vu l'article 4 de la loi n°89-1008 du 31 décembre 1989 modifiée, dans sa rédaction résultant de l'article 15 de la loi de finances pour 2003, n°2002-1575 du 30 décembre 2002,

Vu l'article L.750-1-1 du code de commerce introduit par l'article 100 de la loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie,

Vu le décret n° 2008-1470 du 30 décembre 2008 pris pour l'application de l'article L.750-1-1 du code de commerce,

Vu le décret n° 2008-1475 du 30 décembre 2008 pris pour l'application de certaines dispositions de l'article L.750-1-1 du code de commerce,

Vue la délibération du Conseil Municipal en date du 10 décembre 2009 relative à la mise en place d'un plan de redynamisation des services, du commerce de proximité et de l'artisanat,

Vue la délibération du Conseil Municipal en date du 11 avril 2012 relative à la mise en place d'un programme d'actions de relance du commerce de proximité, de l'artisanat, et des services dans le cadre de la seconde tranche du FISAC.

Vu le rapport établi par le Directeur du Service Urbanisme et Foncier en date du 31 mai 2012,

Considérant que l'armature commerciale de la ville pâtit de la présence du pôle d'activité régional de la Défense sur le même territoire, et qu'il y a lieu de sauvegarder le commerce de proximité et l'artisanat dans le centre-ville mais aussi dans les centres secondaires,

## **DELIBERE**

### **ARTICLE 1 :**

Approuve le règlement communal pour la seconde tranche de l'opération de rénovation des devantures commerciales, mise en accessibilité des commerces aux personnes à mobilité réduite et sécurisation des entreprises commerciales, artisanales et de services, dans le cadre du programme d'actions de relance du commerce de proximité, de l'artisanat et des services renforcé par le FISAC.

### **ARTICLE 2 :**

Autoriser Madame le Maire ou son représentant à accomplir toutes les formalités nécessaires au versement des subventions.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du VENDREDI 6 JUILLET 2012**

## **QUESTION N° 27**

**FIXATION DES TARIFS DES PLACES DE  
SPECTACLES POUR LA SAISON 2012-2013**

## RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

### FIXATION DES TARIFS DES PLACES DE SPECTACLES POUR LA SAISON 2012/2013

Dans le cadre de la nouvelle saison culturelle 2012-2013, il y a lieu de fixer les tarifs des places de spectacles se déroulant au Théâtre des Hauts-de-Seine et au Palais de la Culture, en harmonie avec ceux pratiqués par la Ville de Courbevoie dans le cadre de la Communauté d'agglomération Seine-Défense.

#### THEATRE DES HAUTS-DE-SEINE

##### TARIFS ABONNEMENTS :

	2012-2013
1 <sup>ère</sup> catégorie	22€
2 <sup>ème</sup> catégorie	18€
Placement libre	22€

► Les places de 2<sup>ème</sup> catégorie offrant une visibilité réduite, il est proposé de conserver le tarif 2011-2012.

##### TARIFS HORS ABONNEMENTS :

	2012-2013	
	Plein tarif	Tarif réduit
1 <sup>ère</sup> catégorie	28€	25€
2 <sup>ème</sup> catégorie	23€	19€
Placement libre	24€	
Loge1 – Carré Or	30€	

► Les tarifs des places hors abonnement ne sont pas modifiés excepté le tarif du placement libre. En effet le tarif abonnement (22€) nécessite d'être inférieur au tarif hors abonnement pour être attractif.

Pour rappel :

- Le tarif réduit s'applique aux catégories suivantes : Allocataires Assedic et RSA, Moins de 26 ans, Retraités et plus de 60 ans, Titulaires de la carte d'Invalidité, Titulaires de la carte « Famille nombreuse », groupes de plus de 10 personnes (sur présentation d'un justificatif).

- Le placement libre s'applique aux concerts.

- Les places de la loge 1 sont mises en vente selon les disponibilités et ne rentrent pas de ce fait dans le cadre d'un abonnement.

- Dans le cadre de l'abonnement, le spectateur achète au moins 4 spectacles dont un qu'il choisit parmi une liste imposée. Cette formule permet de fidéliser le public et, en même temps, d'assurer le remplissage de certaines représentations.

### **PALAIS DE LA CULTURE**

	<b>2012-2013</b>
<b>Tarif unique placement libre</b>	<b>12 €</b>

### **TARIF MOINS DE 12 ANS (THS & PC)**

	<b>2012-2013</b>
<b>Tarif moins de 12 ans Toutes catégories / tous spectacles</b>	<b>10 €</b>

### **TARIFS SPECTACLES JEUNE PUBLIC (THS & PC):**

La programmation culturelle s'enrichit chaque année de nombreux spectacles adressés au jeune public.

Il convient d'instaurer un tarif adéquat et uniforme entre les salles afin de fidéliser les spectateurs et de permettre aux familles d'assister en nombre à ce type de représentations.

	<b>2012-2013</b>	
	<b>ENFANTS (moins de 12 ans)</b>	<b>ADULTES</b>
<b>PC</b>	<b>10 €</b>	<b>12 €</b>
<b>THS</b>	<b>10 €</b>	<b>12 €</b>

Relevant d'une tarification spécifique, ces spectacles ne rentrent pas dans le cadre de l'abonnement au théâtre des Hauts-de-Seine.

Pour plus de commodité, ils seront désormais proposés en placement libre, quelle que soit la salle.

#### **TARIF SCOLAIRE (THS & PC)**

	<b>Elèves</b>	<b>Accompagnateurs</b>
<b>Etablissements scolaires de Puteaux</b>	Gratuité	Gratuité
<b>Etablissements scolaires hors Puteaux</b>	10€	Gratuité

#### **TARIF CONSERVATOIRE (THS & PC)**

Aucune modification n'a été apportée.

	<b>Elèves</b>	<b>Accompagnateurs</b>
<b>Adhérents du Conservatoire – dans le cadre d'une sortie encadrée</b>	5€	Gratuité

#### **TARIF PROMOTIONNEL (THS & PC)**

Le tarif promotionnel est reconduit et élargi.

Pour rappel, ce tarif est proposé de manière occasionnelle aux spectateurs, aux partenaires tels la Fnac, Billetrédu, Ticketnet.

Nous proposons de l'étendre aux producteurs de spectacle, comme tarif « détaxe » (tarif que la production paye au-delà de son quota d'invitations fixé par contrat).

<b>Tarif promotionnel</b>	<b>50% du tarif plein</b>
---------------------------	---------------------------

Au vu de ces éléments, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accepter les tarifs des places du Théâtre des Hauts-de-Seine et du Palais de la Culture ;
- De rendre applicables ces tarifs à compter de la prochaine saison culturelle.

Puteaux, le 11 avril 2012

# PROJET

## LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté du Maire en date du 11 juillet 2011 fixant le tarif des places pour les spectacles donnés au Théâtre des Hauts-de-Seine et au Palais de la Culture pour la saison 2011/2012,

Considérant qu'il y a lieu de fixer les tarifs des places de spectacles du Théâtre des Hauts-de-Seine et du Palais de la Culture pour la saison 2012/2013,

Vu le rapport de la Direction Générale,

## DELIBERE :

**Article 1 :** Approuve les tarifs des places de spectacles au théâtre des Hauts-de-Seine comme suit :

	En abonnement (1)	Hors abonnement	
		Plein tarif	Tarif réduit (2)
<b>Carré Or</b>	-	30 €	-
<b>1<sup>ère</sup> catégorie</b>	22 €	28 €	25 €
<b>2<sup>ème</sup> catégorie</b>	18 € (4)	23 €	19 €
<b>Placement libre</b>	22 €	24 €	
<b>Tarif moins de 12 ans (3)</b> Toutes catégories – Tous spectacles	-	10 €	

(1) ce tarif est à multiplier par le nombre de spectacles choisis (4 au minimum).

(2) tarif réduit applicable sur présentation d'un justificatif aux : Allocataires Assedic et RSA, Retraités et plus de 60 ans, Titulaires de la carte d'Invalidité, Moins de 26 ans, Titulaires de la carte « Famille nombreuse », groupes de plus de 10 personnes.

(3) sur présentation d'un justificatif

(4) tarif applicable sur les places de spectacles des associations, en placement libre.

**Article 2 :** Approuve les tarifs des places de spectacles au Palais de la Culture comme suit :

<b>Tarif unique – placement libre</b>	<b>12 €</b>
<b>Tarif moins de 12 ans (3)</b> <b>placement libre</b>	<b>10 €</b>

(3) sur présentation d'un justificatif

**Article 3 :** Approuve les tarifs des places de spectacles « jeune public » au Théâtre des Hauts-de-Seine et au Palais de la culture comme suit :

<b>Tarif « Jeune Public » Adulte (≥13ans) Placement libre</b>	<b>12 €</b>
<b>Tarif « Jeune Public » Enfant (≤12 ans) Placement libre (3)</b>	<b>10 €</b>

(3) sur présentation d'un justificatif

**Article 4 :** Approuve les « tarifs scolaires » des places de spectacles pour les établissements scolaires dans le cadre d'une sortie encadrée au Palais de la culture et au Théâtre des Hauts-de-Seine, comme suit :

	<b>Elèves</b>	<b>Accompagnateurs (5)</b>
<b>Etablissements scolaires de Puteaux</b>	Gratuité	Gratuité
<b>Etablissements scolaires hors Puteaux</b>	10 €	Gratuité

(5) dans les limites prévues par la loi

**Article 5 :** Approuve, le « tarif adhérent » des places de spectacles pour les adhérents du Conservatoire dans le cadre d'une sortie encadrée et sur des spectacles déterminés en rapport avec leurs activités au Palais de la culture et au Théâtre des Hauts-de-Seine comme suit :

	<b>Elèves</b>	<b>Accompagnateurs (5)</b>
<b>Adhérents du Conservatoire (3)</b>	5€	Gratuité

(3) sur présentation d'un justificatif

(5) dans les limites prévues par la loi

**Article 6 :** Approuve le tarif suivant des places de spectacles dans le cadre d'une opération promotionnelle et d'une détaxe applicable aux professionnels du spectacle, comme suit :

<b>Tarif promotionnel</b>	<b>50% du tarif plein</b>
---------------------------	---------------------------

**Article 7 :** Précise que les billets de spectacles ne sont pas remboursables, sauf annulation de spectacle.

**Article 8 :** Précise que ces tarifs seront applicables lors de la prochaine saison culturelle.



La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du VENDREDI 6 JUILLET 2012**

## **QUESTION N° 28**

**FIXATION DES TARIFS DU BAR  
DU THEATRE ET DE LA CAFETERIA  
DU PALAIS DE LA CULTURE**

**RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE**

**FIXATION DES TARIFS DU BAR**  
**DU THEATRE DES HAUTS-DE-SEINE ET DE**  
**LA CAFETERIA DU PALAIS DE LA CULTURE**

Les tarifs des consommations du bar du théâtre des Hauts-de-Seine et de la cafétéria du Palais de la culture sont alignés.

Depuis 2009, ces tarifs sont inchangés (seuls les encas salés ont été réévalués en 2010). C'est pourquoi nous proposons une réévaluation, qui serait applicable en septembre 2012. Les modifications proposées tiennent compte des tarifs précédents et des tarifs appliqués dans d'autres établissements.

Nous proposons également, sous réserve de l'obtention de la licence 4 et pour faire face aux nombreuses demandes, la vente de champagne et de bières les soirs de spectacle.

	<b>TARIFS PROPOSES</b>
<b>BOISSONS CHAUDES</b>	
Café	1,50€
Café crème	1,70€
Thé, tisane	1,60€
Chocolat	2€
<b>BOISSONS FRAICHES</b>	
Eau minérale (50cl)	2€
Sodas, Coca-Cola, Orangina	2,50€
Perrier	2,50€
Sirop à l'eau	2,50€
<b>ALCOOL</b>	
Champagne (la coupe)	6€
Bières	3€
<b>ENCAS SUCRES</b>	
Brownie	1,50€
Biscuits	1€
<b>ENCAS SALES</b>	
Pizza, tarte salée, quiche	3,50€
Croque monsieur	3,50€
Paquet de chips	1€
<b>DIVERS</b>	
Bouchons d'oreilles	0,50€

Au vu de ces éléments, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accepter les tarifs des consommations du bar du Théâtre des Hauts-de-Seine et de la cafétéria du Palais de la Culture ;
- De rendre applicables ces tarifs à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2012.

Puteaux, le 3 mai 2012

## LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté du Maire en date du 4 mai 2010 fixant les tarifs pour les consommations du bar du théâtre des Hauts-de-Seine et de la cafétéria du Palais de la Culture,

Considérant qu'il y a lieu de réévaluer le tarif des consommations,

Vu le rapport de la Direction Générale,

## DELIBERE :

**Article 1 :** Approuve les tarifs des consommations du bar du théâtre des Hauts-de-Seine et de la cafétéria du Palais de la Culture comme suit :

<b>BOISSONS CHAUDES</b>	
Café	1,50€
Café crème	1,70€
Thé, tisane	1,60€
Chocolat	2€
<b>BOISSONS FRAICHES</b>	
Eau minérale (50cl)	2€
Sodas, Coca-Cola, Orangina	2,50€
Perrier	2,50€
Sirop à l'eau	2,50€
<b>ALCOOL</b>	
Champagne (la coupe)	6€
Bières	3€
<b>ENCAS SUCRES</b>	
Brownie	1,50€
Biscuits	1€
<b>ENCAS SALES</b>	
Pizza, tarte salée, quiche	3,50€
Croque monsieur	3,50€
Paquet de chips	1€
<b>DIVERS</b>	
Bouchons d'oreilles	0,50€

**Article 2 :** Précise que ces tarifs seront applicables au 1<sup>er</sup> septembre 2012.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

2012-09-03 10:10

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du VENDREDI 6 JUILLET 2012**

## **QUESTION N° 29**

<p><b>REGLEMENT DE COTISATIONS</b></p>
--

## RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

### REGLEMENTS DE COTISATIONS

La Ville adhère depuis plusieurs années à divers organismes.

Il est demandé au Conseil Municipal de renouveler ces adhésions pour l'année 2012.

- Au Syndicat Mixte « PARIS METROPOLE »  
Cet organisme a pour objectif général de résorber durablement les inégalités de développement au sein des territoires de la région, de contribuer à l'adoption écologique de la métropole et de favoriser l'essor économique sur le territoire métropolitain.  
Le montant de la cotisation s'élève à 6.782,00€
  - A l'Association AVENIO UTILISATEURS  
Cet organisme intervient dans l'utilisation du progiciel d'archiviste AVENIO qui est un système intégré et spécialisé en matière de gestion des services d'archives et le traitement des documents au quotidien.  
Le montant de la cotisation s'élève à 60,00€
  - A l'Association FORUM pour la Gestion des Villes et des Collectivités Territoriales. est un prestataire de formations qui organise des ateliers et des séminaires à la demande des Collectivités Publiques pour ses cadres et les élus.  
Le montant de cette cotisation s'élève à 2.140,00 €
- A l'observatoire TERRITORIA (Observatoire National de l'innovation Publique) regroupe les décideurs les plus innovants des collectivités territoriales. Ce réseau d'experts permet d'organiser des ateliers d'échanges et de transfert d'expérience pour donner aux collectivités qui étudient des projets similaires à ceux retenus par les Jurys Territoria, l'opportunité de confronter leurs réflexions.  
Chaque année un prix est décerné, la ville a déjà obtenu une médaille d'or en catégorie Ressources Humaines « Mobiliser les agents aux enjeux du développement durable »  
Le montant de cette cotisation est de 1.059,13€.

A l'Association BRUITPARIF est un observatoire du bruit en Ile de France qui a pour but de lutter contre le bruit et de faire de la préservation de l'environnement sonore une priorité, tant dans les politiques que dans les comportements individuels.

Le montant de la cotisation s'élève à 1.000,00€

A l'Association pour le Développement de la Télédistribution (A.D.E.T.E.L.) qui a pour but d'aider les collectivités dans leurs relations avec NUMERICABLE

Le montant de la cotisation s'élève à de 123,59€

A l'Association pour le Développement de l'Information Administrative et Juridique propose des formations pour les cadres territoriaux et les directeurs des ressources humaines.

Le montant de la cotisation s'élève à 30,00€.



# PROJET

LE CONSEIL ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Budget de l'Exercice 2012 ;

Considérant que la Commune de PUTEAUX est adhérente au Syndicat Mixte « PARIS METROPOLE » dont le siège social est situé 55 rue de Lyon 75012 PARIS

Vu la demande du Syndicat Mixte « PARIS METROPOLE » sollicitant le montant de la cotisation pour l'année 2012;

Vu le rapport de présentation ci-annexé ;

## DELIBERE

Article 1er. – Autorise le Maire à renouveler l'adhésion au Syndicat Mixte « PARIS METROPOLE » dont le siège social est situé 55 rue de Lyon 75012 PARIS

Article 2. - Autorise le Maire à verser à ce Syndicat une cotisation d'un montant de 6.782,00 Euros pour l'année 2012.

Article 3 – La dépense sera prélevée sur les crédits ouverts au Budget de l'exercice 2012, Chapitre 11 article 6281.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Budget de l'Exercice 2012 ;

Considérant que la Commune de PUTEAUX est adhérente à l'Association Avenio Utilisateurs dont le siège social est situé aux Archives municipales 84045 AVIGNON

Vu la demande de l'Association Avenio Utilisateurs sollicitant la cotisation pour 2012;

Vu le rapport de présentation ci-annexé ;

DELIBERE

Article 1<sup>er</sup> – Autorise le Maire à renouveler l'adhésion à l'Association Avenio Utilisateurs dont le siège social est aux Archives Municipales 84045 AVIGNON

Article 2 – Autorise le Maire à verser à cet Organisme une cotisation d'un montant de 60,00€

Article 3. – La dépense sera prélevée sur le crédit ouvert au Budget de l'Exercice 2012, Chapitre 011 article 6281

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

# PROJET

LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Budget de l'Exercice 2012;

Considérant que la Commune de PUTEAUX est adhérente à l'Association FORUM pour la gestion des villes et des collectivités territoriales dont le siège social est 46 rue de la Boétie 75008 PARIS ;

Vu la demande de l'Association FORUM en date du 3 Mai 2012 sollicitant la cotisation 2012;

Vu le rapport de présentation ci-annexé ;

DELIBERE

Article 1<sup>er</sup>. – Autorise le Maire à renouveler l'adhésion à l'Association FORUM dont le siège social est 46 rue de la Boétie 75008 PARIS.

Article 2. – Autorise le Maire à verser à cet Organisme une cotisation d'un montant de 2.140,00 Euros.

Article 3. – La dépense sera prélevée sur le crédit ouvert au budget de l'exercice 2012 Chapitre 011 article 6281.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.  
Transmis au Représentant de l'Etat

# PROJET

LE CONSEIL ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Budget de l'Exercice 2012 ;

Considérant que la Commune de PUTEAUX est adhérente à TERRITORIA Observatoire National de l'Innovation Publique dont le siège social est situé 82, rue Marcel Dassault 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT

Vu la demande du réseau TERRITORIA sollicitant le montant de la cotisation pour l'année 2012;

Vu le rapport de présentation ci-annexé ;

## DELIBERE

Article 1er. – Autorise le Maire à renouveler de l'adhésion à TERRITORIA Observatoire National de l'Innovation Publique dont le siège social est situé 82, rue Marcel Dassault 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT

Article 2. - Autorise le Maire à verser à cet Organisme une cotisation d'un montant de 1059,13 Euros pour l'année 2012.

Article 3 – La dépense sera prélevée sur les crédits ouverts au Budget de l'exercice 2012, Chapitre 11 article 6281.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

# PROJET

LE CONSEIL ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Budget de l'Exercice 2012 ;

Considérant que la Commune de PUTEAUX souhaite adhérer à l'Association BRUITPARIF dont le siège social est situé 9 Impasse Milord 75018 PARIS ;

Vu la demande du réseau l'Association BRUITPARIF sollicitant le montant de la cotisation pour l'année 2012;

Vu le rapport de présentation ci-annexé ;

## DELIBERE

Article 1er. – Autorise le Maire à adhérer à l'association BRUITPARIF dont le siège social est situé 9 Impasse Milord 75018 PARIS ;

Article 2. - Autorise le Maire à verser à cet Organisme une cotisation d'un montant de 1.000,00 Euros pour l'année 2012.

Article 3 – La dépense sera prélevée sur les crédits ouverts au Budget de l'exercice 2012, Chapitre 11 article 6281.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

# PROJET

LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Budget de l'Exercice 2012;

Considérant que la Commune de PUTEAUX est adhérente à l'Association pour le Développement de la Télédistribution dont le siège social est situé à la Mairie de Garches 2. Rue Claude Liard 92380 GARCHES;

Vu la demande de l'ADETEL sollicitant la cotisation pour l'année 2012;

Vu le rapport de présentation ci-annexé ;

## DELIBERE

Article 1<sup>er</sup>. – Autorise le Maire à renouveler l'adhésion à l'Association pour le Développement de la Télédistribution ( A.D.E.T.E.L.) dont le siège social est situé à la Mairie de Garches 2 rue Claude Liard 92380 GARCHES.

Article 2.- Autorise le Maire à verser à cet Organisme une cotisation d'un montant de 123,59 Euros.

Article 3. – La dépense sera prélevée sur ls crédits ouverts au Budget de l'exercice 2012, Chapitre 011 article 6281.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

# PROJET

LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Budget de l'Exercice 2012 ;

Considérant que la Commune de PUTEAUX propose le renouvellement de l'adhésion à l'Association pour le Développement de l'Information Administrative et Juridique dont le siège social est 3. Rue Henri Poincaré 75020 Paris

Vu la demande de l'organisme sollicitant la cotisation 2012;

Vu le rapport de présentation ci-annexé ;

## DELIBERE

Article 1<sup>er</sup>. – Autorise le Maire à renouveler l'adhésion à l'Association pour le Développement de l'Information Administrative et Juridique dont le siège social est 3. Rue Henri Poincaré 75020 Paris

Article 2. - Autorise le Maire à verser le montant de la cotisation s'élevant à 30,00 Euros.au titre de l'année 2012.

Article 3. – La dépense sera prélevée sur les crédits ouverts au budget de l'exercice 2012 Chapitre 011 article 6281

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.  
Transmis au Représentant de l'Etat

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du VENDREDI 6 JUILLET 2012**

## **QUESTION N° 30**

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION :  
TRANSFERT DE LA COMPETENCE  
DE L'ELABORATION DU PLAN DE MISE  
EN ACCESSIBILITE DE LA VOIRIE  
ET DES ESPACES PUBLICS**



## **RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE**

### **TRANSFERT DE COMPETENCE A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SEINE-DEFENSE POUR L'ELABORATION DU PLAN DE MISE EN ACCESSIBILITE DE LA VOIRIE ET DES ESPACES PUBLICS**

Dans le cadre de la mise en œuvre des aménagements destinés à assurer aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite l'accessibilité des voies publiques et des autres espaces publics, les collectivités territoriales ont l'obligation d'élaborer un Plan de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics (PAVE).

Cette vision global concernant l'accessibilité, notamment s'agissant des systèmes de transports, plaide en faveur d'une coopération entre collectivités et, par conséquent, en faveur de l'élaboration du PAVE ainsi que sa mise en œuvre par la Communauté d'agglomération Seine-Défense dans le cadre de l'intercommunalité.

Il est proposé au Conseil de transférer la compétence relative à l'élaboration d'un Plan de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics ainsi que sa mise en œuvre par la Communauté d'agglomération Seine-Défense.

## LE CONSEIL

Vu la loi n°2005-102 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et notamment son article 45,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L5211-17,

Considérant l'intérêt communautaire d'élaborer un Plan de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics ainsi que sa mise en œuvre par la Communauté d'agglomération Seine-Défense,

Vu le rapport de la Direction générale,

## DELIBERE

**Article unique :** Transfère la compétence relative à l'élaboration d'un Plan de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics ainsi que sa mise en œuvre par la Communauté d'agglomération Seine-Défense.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du VENDREDI 6 JUILLET 2012**

## **QUESTION N° 31**

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION :  
TRANSFERT DE LA COMPETENCE DE LA  
CREATION D'UN CONSEIL DES DROITS  
ET DEVOIRS DES FAMILLES**

## **RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE**

### **TRANSFERT DE COMPETENCE A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SEINE-DEFENSE POUR LA CREATION D'UN CONSEIL POUR LES DROITS ET DEVOIRS DES FAMILLES**

Rendu obligatoire pour les communes de plus de 50 000 habitants, le conseil des droits et devoirs des familles a vocation à être un lieu de coordination des dispositifs existants de prévention et d'alerte tout en fournissant une occasion de dialogue aux familles intéressées et une instance de proposition pour les élus.

Cette instance peut entendre une famille, l'informer de ses droits et devoirs envers l'enfant et lui adresser des recommandations destinées à prévenir des comportements susceptibles de mettre l'enfant en danger ou de causer des troubles pour autrui.

Elle peut examiner avec la famille les mesures d'aide à l'exercice de la fonction parentale susceptibles de lui être proposées et l'opportunité d'informer les professionnels de l'action sociale et les tiers intéressés des recommandations qui lui sont faites.

Souhaitant développer un dispositif cohérent de prévention de la délinquance dans le cadre de ses compétences dans le domaine de la politique de la ville, le Conseil communautaire Seine-Défense a défini d'intérêt communautaire la création d'un conseil des droits et devoirs des familles au titre de sa compétence obligatoire dans le domaine de la politique de la Ville.

Afin de mutualiser l'assistance aux familles sur l'ensemble du territoire des deux villes, il est proposé au Conseil municipal de transférer cette compétence à la Communauté d'agglomération.

# PROJET

## LE CONSEIL

Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment son article L141-1,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du 4 avril 2012 du Conseil communautaire Seine-Défense définissant d'intérêt communautaire la création d'un conseil des droits et devoirs des familles au titre de sa compétence obligatoire dans le domaine de la politique de la Ville,

Vu le rapport de la Direction générale,

## DELIBERE

**Article unique :** Transfert la compétence relative à la création d'un conseil des droits et devoirs des familles à la Communauté d'agglomération Seine-Défense.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du VENDREDI 6 JUILLET 2012**

## **QUESTION N° 32**

**CONVENTION DE COORDINATION  
ENTRE LES VILLES DE PUTEAUX ET COURBEVOIE  
ET LES FORCES DE SECURITE  
DE LA DEFENSE**

## **RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE**

### **CONVENTION DE COORDINATION ENTRE LES VILLES DE PUTEAUX ET COURBEVOIE ET LES FORCES DE SECURITE DE LA DEFENSE**

Une convention de coordination entre la Ville de Puteaux et les forces de sécurité de l'Etat de Puteaux et de La Défense a été signée le 15 avril 2011, afin d'inclure à ce cadre partenarial l'évolution des missions et notamment les interventions en matière d'ivresse publique, ou de dépôt d'immondices, la mise en place du Centre de supervision urbain et l'armement de la Police Municipale.

Aujourd'hui, du fait des dispositions du décret n° 2012-2 du 2 janvier 2012, il est proposé au Conseil municipal d'approuver la convention de coordination entre les villes de Puteaux et Courbevoie et les forces de sécurité de l'Etat de la Défense et d'autoriser Madame le Maire à la signer.

Le projet de convention est consultable au secrétariat général.

# PROJET

## LE CONSEIL

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L2121-29,

Vu la loi n°2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure,

Vu la signature de la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance de la Défense le 16 avril 2010,

Vu la convention de coordination entre la Ville de Puteaux et les forces de sécurité de l'Etat de Puteaux et de La Défense, signée le 15 avril 2011,

Vu le décret n° 2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale,

Vu le projet de convention de coordination entre les villes de Puteaux et Courbevoie et les forces de sécurité de la Défense,

Vu le rapport de la Direction générale,

## DELIBERE

**Article 1 :** Approuve la convention de coordination entre les villes de Puteaux et Courbevoie et les forces de sécurité de la Défense.

**Article 2 :** Autorise Madame le maire à signer la convention.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.



# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du VENDREDI 6 JUILLET 2012**

## **QUESTION N° 33**

**CHARTRE D'ETHIQUE ET D'EVALUATION  
DE LA VIDEOPROTECTION MUNICIPALE**

## **RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE**

### **CHARTER D'ETHIQUE ET D'EVALUATION DE LA VIDEOPROTECTION MUNICIPALE**

Par délibération en date du 23 septembre 2011, le Conseil municipal a créé un comité d'éthique, organe consultatif, chargé du suivi de l'exploitation du réseau de vidéo protection de la commune.

Présidé par le Maire et composé représentants de la Ville de Puteaux, de la Préfecture des Hauts-de-Seine, du Tribunal de Grande Instance, de la Police Nationale et de l'Education Nationale, ce comité a tenu sa première réunion le 15 juin 2012.

A cette occasion, les membres de cet organe consultatif, non imposé par les textes, ont échangé sur leur attentes et ont proposé l'élaboration d'une Charte d'éthique et d'évaluation de la vidéoprotection municipale.

Cette Charte, qui s'appuie notamment sur les textes fondateurs applicables en matière de préservation des libertés publiques et individuelles, détaille :

- Les principes régissant l'installation des caméras
- Les conditions de fonctionnement du système de vidéoprotection
- Le traitement des images enregistrées
- Les dispositions visant au respect de la charte et notamment le fonctionnement du comité d'éthique

Il est proposé au Conseil municipal de prendre acte de la communication de la Charte d'éthique et d'évaluation de la vidéoprotection municipale.

# PROJET

## LE CONSEIL

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du 23 septembre 2011 créant un comité d'éthique chargé du suivi de l'exploitation du réseau de vidéo protection de la commune,

Vu la proposition des membres dudit comité d'élaborer une Charte d'éthique d'évaluation de la vidéoprotection municipale,

Vu le projet de Charte ci-annexé,

Vu le rapport de la Direction générale,

## DELIBERE

Article unique : Prend acte de la communication de la Charte d'éthique d'évaluation de la vidéoprotection municipale ci-annexée.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

**CHARTRE**

**D'ETHIQUE ET D'EVALUATION**

**DE LA**

**VIDEOPROTECTION MUNICIPALE**

## **PREAMBULE**

- La vidéoprotection est un outil au service de la politique de sécurité et de prévention de la Ville de Puteaux dans le cadre de son Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD).
- Les dispositifs de vidéoprotection se sont développés, à Puteaux comme ailleurs, pour répondre à trois objectifs principaux: objectif de sécurité et de protection des personnes et des biens; objectif de gestion de l'espace public (trafic, transports en communs, etc...) ; et enfin répondre à un sentiment d'insécurité présent sur certains espaces publics.
- La mise en œuvre de ses dispositifs doit se concilier avec l'impératif du respect des libertés publiques, et doit respecter les textes fondamentaux cités ci-dessous, d'où la création d'un comité d'éthique.

## **A/ Rappel des principes et des textes auxquels doit se conformer la Ville**

La mise en œuvre du système de vidéoprotection doit respecter les textes fondamentaux protecteurs des libertés publiques et privées :

- l'article 8 de la convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales qui dispose que toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance,
- l'article 11 de cette convention, qui protège le droit à la liberté de réunion et d'association,
- la Constitution de 1958, en particulier le préambule de la Constitution de 1946 et la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen.

Le système de vidéosurveillance est soumis aux dispositions légales et réglementaires qui lui sont applicables, citées en annexe 1 de la présente charte.

## **B/ Champ d'application de la charte**

- Cette charte s'applique aux espaces publics placés sous vidéosurveillance par la ville de Puteaux.
- Elle concerne l'ensemble des citoyens.

## **Article 1 : Principes régissant l'installation des caméras**

### **1.1. Les conditions d'installation des caméras**

- La loi énumère les cas dans lesquels il est possible d'installer des caméras de vidéoprotection: il s'agit notamment de la protection des bâtiments et installations publics et de leurs abords, de la sauvegarde des installations utiles à la défense nationale, de la régulation du trafic routier, et de la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans les lieux particulièrement exposés à des risques d'agression et de vol.
- L'installation de caméras doit obéir au principe de proportionnalité : l'objectif de sécurité publique doit se concilier avec le respect des libertés publiques et individuelles.
- La loi précise qu'il est interdit de filmer certains lieux. L'interdiction est totale pour l'intérieur des habitations. Il y a infraction à cette réglementation lorsqu'on fixe, on enregistre ou on transmet, sans le consentement de l'intéressé, l'image d'une personne se trouvant dans un lieu privé. Cette infraction est punie de peine d'amende (45 000 €) et d'emprisonnement (un an) par le code pénal (226-1). L'interdiction est relative pour les entrées d'immeubles, c'est à dire qu'elles ne doivent pas être filmées de façon spécifique.
- Chaque projet d'installation de la Municipalité fait l'objet d'un avis, du ou des conseils de quartiers concernés, ainsi que d'un avis du Comité d'éthique et d'évaluation de la vidéoprotection.

- La Ville s'engage à n'installer des caméras de vidéoprotection que dans les cas de protection des bâtiments et installations publics et de leurs abords et de prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans les lieux particulièrement exposés à des risques d'agression et de vol; ainsi que dans le cadre de la supervision du trafic routier.
- Elle tient à disposition du public la liste des lieux placés sous vidéosurveillance.

### **1.2. L'autorisation d'installation**

- La procédure d'installation des caméras est soumise à une autorisation du préfet après avis de la commission départementale des systèmes de vidéoprotection créée par la loi du 21 janvier 1995.

### **1.3. L'information du public**

- La loi prévoit que le public doit être informé de manière claire, particulièrement visible et permanente de l'existence d'un système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable de ce système.
- La Ville s'engage à mettre en place un dispositif de signalisation dans chaque site équipé de caméras de vidéoprotection. Ce dispositif comporte la mention de l'existence du comité d'éthique et d'évaluation de la vidéoprotection et ses coordonnées sur les nouveaux panneaux. Ce dispositif devra être implanté de façon à être vu par chaque usager.
- Le Comité d'éthique et d'évaluation se prononce sur les lieux d'implantations des panneaux d'information.
- Avant ouverture de tout nouveau dispositif, la Ville procédera à l'information du public par voie de presse, par son journal municipal ainsi que par une publication sur son site internet. Le plan d'implantation des caméras est également mis à disposition du public sur le site web de la Ville.
- Le texte de la présente charte sera tenu à la disposition du public et dans le poste de police municipale, et mis en ligne sur le site web de la Ville.

## **Article 2 : Conditions de fonctionnement du système de vidéoprotection**

### **2.1. Obligations s'imposant aux agents chargés de visionner les images**

- La loi prévoit que l'autorisation préfectorale prescrit toutes les précautions utiles quant à la qualité des personnes chargées de l'exploitation du système de vidéoprotection.
- La Ville veille à ce que la formation de chaque agent comporte un enseignement de la réglementation existante et des principes inscrits dans la charte.
- Les agents sont tenus périodiquement informés des évolutions de la réglementation et des réactions suscitées par l'utilisation du système de vidéoprotection.
- Chaque agent du système d'exploitation signe un document par lequel il s'engage à respecter les dispositions de la présente charte et la confidentialité des images visionnées.
- Il est interdit aux agents d'utiliser les images pour un autre usage que celui pour lequel elles sont autorisées. Il est en particulier interdit aux opérateurs de visualiser l'intérieur des immeubles d'habitation et de façon spécifique leurs entrées.
- Le directeur de la Police Municipale porte, par écrit, à la connaissance du comité d'éthique et d'évaluation les incidents qui entrent dans le cadre du champ d'application de la charte.

### **2.2. Les conditions d'accès à la salle d'exploitation**

- La Ville assure la confidentialité du centre de supervision urbaine grâce à des règles de protection spécifiques.

- Un registre doit être tenu où sont inscrits les noms et qualités des personnes présentes dans la salle. Ce registre peut être consulté par les membres du comité d'éthique et d'évaluation, comme les registres consignants les relectures et les extractions effectuées sur le système informatique. Le registre des relectures consigne également les coordonnées et fonctions des demandeurs.
- L'accès à la salle d'exploitation est exclusivement réservé au personnel habilité.
- Pour les personnes extérieures au service, il est interdit d'accéder au centre de supervision sans une autorisation expresse. Cette autorisation est ponctuelle et ne peut être délivrée qu'après une demande écrite adressée au directeur de la Police Municipale. La demande doit être motivée et la personne autorisée s'engage par écrit à respecter les règles de confidentialité nécessaires.
- Le Comité d'éthique et d'évaluation peut procéder à des visites impromptues de la salle d'exploitation.

### **Article 3 : Le traitement des images enregistrées**

#### **3.1. Les règles de conservation et de destruction des images**

- La durée de conservation des images enregistrées est légalement fixée à un mois maximum sauf dérogation prévue par la loi dans le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire.
- La Ville s'engage à conserver les images pendant une durée maximum de quinze jours, conformément à l'arrêté préfectoral d'exploitation en vigueur.
- La visualisation des images de la vidéosurveillance urbaine est autorisée à tous les agents fonctionnaires territoriaux habilités par l'autorité territoriale.
- La relecture des enregistrements leur est également autorisée, mais uniquement sur demande d'un agent ou d'un officier de police judiciaire. Néanmoins, en cas de nécessité le justifiant, les agents peuvent effectuer une relecture immédiate.
- Dès lors qu'une extraction des images est effectuée sur un support CD, une réquisition écrite doit être fournie par l'autorité de police qui a formulé la demande.
- Toute reproduction ou copie des enregistrements, sous quelque forme que ce soit, par le personnel est interdite.

#### **3.2. Les règles de communication des enregistrements**

- Seul un officier de police judiciaire territorialement compétent est habilité à se saisir du support comportant des enregistrements d'images vidéo après en avoir fait la réquisition écrite.
- Un officier de police judiciaire sera positionné en qualité de référent sur la vidéoprotection et assurera la liaison avec l'autorité judiciaire.
- Un registre est tenu pour la délivrance des copies. Il mentionne le nom de l'officier de police judiciaire requérant, le sujet, la date et l'heure des faits contenus sur la copie. Le registre est signé par la personne à qui a été remise la copie.

#### **3.3. L'exercice du droit d'accès aux images**

- Toute personne intéressée peut s'adresser au Maire afin d'obtenir l'accès aux enregistrements des images sur lesquelles elle figure, ou pour en vérifier la destruction.
- La personne qui souhaite avoir accès à ces images dispose d'un délai maximum de 13 jours à compter de la date de l'évènement objet de l'exercice du droit d'accès pour faire sa demande, par lettre avec accusé de réception, auprès du Directeur de la Police Municipale à l'adresse suivante : Centre de supervision urbaine, 7, rue Chantecoq 92800 Puteaux.

- Le Maire accuse réception de cette lettre. Il saisit sans délai le comité de cette demande et procède à une première relecture des images afin de vérifier la motivation de la demande et l'intérêt à agir du demandeur. Il vérifie notamment le type d'évènement enregistré et la présence du demandeur sur les images. La personne autorisée à visionner les images la concernant peut être accompagnée d'un membre du comité d'éthique.
- La demande peut être rejetée afin de protéger le droit au respect de la vie privée des tiers. Elle peut également être refusée dans les cas où une procédure est en cours ou, pour des motifs de sûreté de l'Etat, de défense nationale ou de sécurité publique. Dans tous les cas, la décision de refus doit être dûment motivée et elle est signée du Maire ou de l'adjoint au Maire compétent. Le refus de donner accès aux images peut être déféré au tribunal administratif par l'intéressé.
- La loi prévoit que toute personne intéressée peut saisir le Préfet des Hauts-de-Seine via la commission départementale prévue par la loi de 1995 de toute difficulté tenant au fonctionnement d'un système de vidéoprotection, ou encore le Tribunal administratif de son ressort.

#### **Article 4 : Dispositions visant au respect de la charte**

##### **4.1. Le comité d'éthique et d'évaluation**

- Il a été créé par délibération du conseil municipal en date du 23 septembre 2011. Sa composition répond aux objectifs d'équilibre, d'indépendance et de pluralité : il est composé d'élus, de personnalités qualifiées et d'institutions.
- Il est chargé de veiller, au-delà du respect des obligations législatives et réglementaires, à ce que le système de vidéosurveillance mis en place par la ville ne porte pas atteinte aux libertés publiques et privées fondamentales.
- Il est chargé d'informer les citoyens avec précision sur les conditions d'utilisation du réseau de vidéosurveillance des espaces publics de la Ville de Puteaux, et de recevoir et répondre à leurs doléances.
- Il est chargé d'évaluer l'efficacité des caméras de vidéoprotection urbaine et formuler au Maire toute recommandation sur le fonctionnement et l'impact du dispositif quant aux libertés individuelles et collectives.
- Il se réunit au minimum une fois par an. Il se réunit également à l'initiative de son président lorsque les circonstances le justifient.
- Il est obligatoirement consulté sur toute modification ou extension du dispositif de vidéoprotection de la commune. A cette occasion, il rend un avis motivé.
- Il élabore un rapport annuel d'activité, présenté au Conseil Municipal.



# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du VENDREDI 6 JUILLET 2012**

## **QUESTION N° 34**

**CONVENTION RELATIVE A L'ORGANISATION  
DE CLASSES A HORAIRES AMENAGES  
« MUSIQUE »**

## **RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE**

<p style="text-align: center;"><b>CONVENTION</b> <b>RELATIVE A L'ORGANISATION DES CLASSES A HORAIRES AMENAGES</b> <b>MUSIQUE, Dominante Vocale, Option Comédie Musicale</b></p>
---

Les classes à horaires aménagés musique ont pour but de favoriser le déroulement d'un apprentissage artistique intégré dans le temps consacré à l'enseignement général, grâce à un allègement horaires de l'emploi du temps au collège.

Considérant que l'enseignement artistique pour les élèves est considéré comme un vecteur d'épanouissement et d'enrichissement.

Considérant que pour mener à bien cette pédagogie la Commune entend mettre en place à la rentrée scolaire 2012 une classe à horaires aménagés musique au Collège Maréchal Leclerc.

Considérant qu'en conséquence il est nécessaire de contractualiser cette opération en partenariat avec l'Education Nationale et le Conseil Général des Hauts-de-Seine.

Au vu de ces éléments, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les termes de la convention entre la Ville, l'Education Nationale et le Conseil Général des Hauts-de-Seine.
- d'autoriser le Maire, ou son représentant légal, à signer ladite convention.

# PROJET

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment ses articles L.222-1 et suivants, et L. 2125-1 et suivants,

Vu le Code de l'Education, notamment son article L.122-1-1, et suivants, D122-1et suivants, R461-1et suivants,

Vu l'arrêté du 31-7-2002 relatif aux classes à horaires aménagés pour les enseignements artistiques renforcés destinés aux élèves des écoles et des collèges,

Vu l'arrêté du 22-06-2006 posant le programme d'enseignement de musique des classes à horaires aménagés musicales (CHAM),

Vu la circulaire n° 2002-165 du 2-8-2002 relative aux classes à horaires aménagés musicales dans les écoles élémentaires et les collèges.

Vu le rapport de la Direction générale,

Considérant que l'Education Nationale et le Conseil Général des Hauts-de-Seine sollicitent un partenariat avec la ville de Puteaux afin de mettre en place les modalités d'organisation de l'enseignement au sein de la classe à Horaires aménagés au Collège Maréchal Leclerc,

## **DELIBERE :**

**Article 1- :** Approuve le projet de convention tripartite entre l'Education Nationale, le Conseil Général des Hauts-de-Seine et la ville de Puteaux relatif à l'organisation d'une classe à horaires aménagés.

**Article 2- :** Autorise le Maire, ou son représentant légal, à signer ladite convention.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

## Convention

### Relative à l'organisation des classes à horaires aménagés musique, dominante vocale à PUTEAUX

Entre

La Ville de PUTEAUX, sise à l'Hôtel de Ville, 131 rue de la République, 92800 Puteaux, représentée par Mme Joëlle Ceccaldi-Raynaud, Député des Hauts-de-Seine, Maire en exercice autorisé par délibération du conseil municipal du XX/XX/XXXX

Et

La Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale des Hauts-de-Seine, sise 167-177 avenue Frédéric et Irène Joliot-Curie, 92013 Nanterre Cedex, représentée par Monsieur Edouard Rosselet, Directeur Académique des Services de l'Education Nationale des Hauts-de-Seine

Et

Le Département des Hauts-de-Seine, sis 2 à 16, Boulevard Soufflot, 92015 Nanterre Cedex, représenté par Monsieur Patrick DEVEDJIAN, son Président, agissant au nom et pour le compte du Département, en vertu d'une délibération de l'Assemblée départementale du XX/XX/XXXX

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L122-1-1 et suivants, D 122-1 et suivants, R461-1 et suivants,

Vu l'arrêté du 31-7-2002 relatif aux classes à horaires aménagés pour les enseignements artistiques renforcés destinés aux élèves des écoles et des collèges,

Vu l'arrêté du 22-06-2006 posant le programme d'enseignement de musique des classes à horaires aménagés musicales (CHAM),

Vu la circulaire n° 2002-165 du 2-8-2002 relative aux classes à horaires aménagés musicales dans les écoles élémentaires et les collèges.

Il a été convenu ce qui suit :

#### Article 1 – Objet de la convention

La présente convention fixe les conditions d'ouverture et de fonctionnement des classes à horaires aménagés musique (CHAM) du collège Maréchal Leclerc destinées aux élèves poursuivant, parallèlement à leur formation générale, des études dans le domaine de la musique.

Ces horaires aménagés pour la musique ont pour but de favoriser le déroulement de l'apprentissage artistique qui est alors intégré dans le temps consacré à l'enseignement général et doit se dérouler sur le temps scolaire.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de cet enseignement au collège Maréchal Leclerc et au Conservatoire de Puteaux.

Il est prévu l'ouverture d'une classe de 6<sup>ème</sup> à la rentrée 2012, à laquelle s'ajouteront une classe de 5<sup>ème</sup> à la rentrée 2013, une classe de 4<sup>ème</sup> à la rentrée 2014 et une classe de 3<sup>ème</sup> à la rentrée 2015, le tout formant une cohorte, de manière à offrir un enseignement cohérent sur toute la durée du collège.

## **Article 2 : Admission des élèves :**

Une classe CHAM sera ouverte à la rentrée scolaire 2012 concernant une classe de sixième.

Les demandes d'admission dans les classes à horaires aménagés musique sont soumises pour examen à titre consultatif à une commission qui comprend, sous la présidence de l'Inspecteur d'académie ou de son représentant,

- le Principal du collège et/ou son adjoint,
- le professeur d'éducation musicale du collège,
- les Conseillers pédagogiques du premier degré des circonscriptions de Puteaux
- le directeur du conservatoire et/ou son représentant,
- Deux professeurs du conservatoire,
- Deux représentants des parents d'élèves siégeant au conseil départemental de l'Education nationale désignés par l'Inspecteur d'académie,

Sur l'avis de la commission, l'Inspecteur d'académie affecte les élèves dans le collège. Le principal procède ensuite à leur inscription dans la classe correspondante.

Les séances se déroulent au collège et au Conservatoire de musique de Puteaux.

Les élèves du collège Maréchal Leclerc qui se rendront au Conservatoire sur temps scolaire sont soumis aux règlements intérieurs de cet établissement et du collège. Ces deux documents sont transmis aux parents d'élèves pour signature.

## **Article 3 : Effectif des classes :**

L'ouverture des classes à horaires aménagés s'effectue dans le cadre de l'offre de formation arrêtée par le recteur et leur effectif est régi par les règles communément appliquées par l'Inspecteur d'académie sur le département des Hauts-de-Seine. Cet effectif ne peut dépasser 30 élèves par classe.

## **Article 4 : Horaires**

### Classes à horaires aménagés MUSIQUE

D'après la CIRCULAIRE N°2002-165 DU 2-8-2002

#### **a) horaires**

*Classe à dominante vocale option comédie musicale*

Les horaires d'enseignement peuvent être modulés dans les fourchettes précisées ci-dessous :

- 6ème : 3 heures 30 hebdomadaires minimum et 6 heures 30 hebdomadaires maximum ;
- 5ème - 4ème : 4 heures hebdomadaires minimum et 6 heures 30 hebdomadaires maximum ;
- 3ème : 5 heures hebdomadaires minimum et 7 heures hebdomadaires maximum.

Les contenus concernent obligatoirement les domaines suivants :

- Polyphonie 4 heures hebdomadaires
- Formation musicale 2 heures (1 heure par demi groupe)
- Technique vocale 0,5 heure hebdomadaire individuelle (en pédagogie de groupe)
- 1,5 heure quinzaine de danse (par demi groupe)
- 1,5 heure quinzaine de théâtre (par demi groupe)

La pratique d'un instrument est souhaitable et peut trouver sa place, en complément, dans ce dispositif. Le travail corporel est inclus dans le cours collectif.

#### **b) Allègements horaires de l'enseignement général**

L'allègement horaire est à répartir sur l'ensemble des disciplines figurant au programme des classes de collège, dont aucune ne doit être supprimée de l'enseignement dispensé aux élèves. La décision est prise par le chef d'établissement après avis du conseil d'administration.

L'heure obligatoire d'éducation musicale est intégrée dans le contenu spécifique à ces classes à travers les 2 heures minimum assurées par le professeur d'éducation musicale du collège (en demi groupe). Ce cours sera organisé au conservatoire.

En classe de sixième, l'allègement de l'horaire d'enseignement général sera de 4 heures maximum.

En classe de cinquième, cet allègement sera porté à 3 heures 30.

En classe de quatrième, l'allègement de l'horaire d'enseignement général sera porté à 3 heures 30.

En outre, afin d'éviter toute surcharge excessive, les élèves n'auront pas la possibilité de choisir d'option facultative.

En classe de troisième, l'allègement sera de 4 h30.

### **Article 3 – Obligations du collège Maréchal Leclerc**

Le collège consacre dans le cadre de l'utilisation de sa Dotation Horaire Globale de fonctionnement 2 heures de service d'un professeur d'éducation musicale par niveau d'enseignement organisées en demi groupe.

Le collège aménage l'emploi du temps des élèves CHAM de telle sorte qu'ils puissent être regroupés et recevoir ainsi, sur le temps scolaire, leur enseignement en formation artistique, musique, danse et théâtre.

### **Article 4 – Obligations de la ville de Puteaux**

La ville de Puteaux mettra à la disposition des classes CHAM du collège :

- les enseignants du Conservatoire de musique à raison de 6 Heures hebdomadaires pour assurer les disciplines concernées selon un planning déterminé en concertation. (Voir annexe des emplois du temps).

- les locaux du Conservatoire nécessaires à la pratique artistique.

La rémunération des enseignants du Conservatoire de musique est à la charge de la ville de Puteaux.

Les élèves bénéficient de la gratuité de l'enseignement conformément aux textes en vigueur.

Le trajet des élèves de l'établissement vers le Conservatoire sera encadré conjointement par un accompagnateur engagé par la mairie pour le conservatoire et par un surveillant du collège.

Les élèves sont sous la responsabilité de l'établissement scolaire jusqu'à l'arrivée au Conservatoire.

Les enseignants du Conservatoire assurent la surveillance des élèves pendant toute la durée des enseignements qu'ils dispensent.

### **Article 5 – Suivi pédagogique**

Les représentants du Conservatoire de musique et ceux du Collège élaborent un projet pédagogique concerté.

Les concertations, modalités d'organisation et manifestations pédagogiques concernant la CHAM, sont organisées d'un commun accord : la concertation entre l'ensemble des partenaires intervenant dans la formation concourt à la mise en place d'une observation continue de l'élève avec critères et procédures d'évaluation de l'élève.

Le Directeur du Conservatoire de musique, ou son représentant, est donc associé à l'équipe pédagogique et participe aux conseils de classes, aux réunions d'informations et aux réunions de rentrée.

Le Conservatoire de musique et le Collège s'informeront mutuellement des emplois du temps et des manifestations pédagogiques et musicales organisées de part et d'autre.

**Article 6 – Suivi du dispositif**

Chaque année, sera établi par des représentants du Conservatoire de musique et par des représentants du collège un bilan de fonctionnement concerté qui sera intégré au bilan de fonctionnement pédagogique du collège

**Article 7 – Durée de la convention**

Cette convention est conclue pour une période d'un an renouvelable par tacite reconduction. Elle pourra être dénoncée par l'une des parties, avant le début de l'année civile pour l'année scolaire suivante.

**Article 8 : Modification de la convention :**

La présente convention peut être modifiée par avenant.

**Article 9 : Traitement des litiges :**

En cas de litige portant sur l'interprétation et/ou l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à suivre une procédure gracieuse par envoi de courriers recommandés avec accusé de réception.

En cas de persistance du litige à l'issue de cette procédure gracieuse, le tribunal administratif compétent sera saisi.

Fait à Puteaux, le        en trois exemplaires originaux.

Pour la Ville de PUTEAUX, Mme CECCALDI-RAYNAUD       Maire de Puteaux	Pour le Département des Hauts-de-Seine M DEVEDJIAN       Le Président du Conseil Général
Pour l'Education Nationale M ROSSELET       Directeur Académique des Service de l'Education Nationale des Hauts-de-Seine	

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du VENDREDI 6 JUILLET 2012**

## **QUESTION N° 35**

**CONVENTION DE TIERS PAYANT  
ENTRE LES MUTUELLES DE SANTE ET  
LE CENTRE MEDICAL DOLTO**



**CONVENTION DE TIERS PAYANT  
ENTRE MUTUELLES  
ET  
LE CENTRE MEDICAL FRANCOISE DOLTO**

Afin de satisfaire la demande des patients concernant la prise en charge de l'avance de frais lors de consultations au centre médical Françoise Dolto, celui-ci souhaite organiser une délégation de paiement avec plusieurs regroupements de mutuelles.

Ainsi, tous les adhérents à la SP Santé, à Santé-Pharma, à la Mutuelle de la Fonction Publique (MFP) et à Harmonie Mutuelles se présentant au centre médical avec une carte d'adhérent d'une des mutuelles, en cours de validité, bénéficieront d'une dispense d'avance de frais.

Le remboursement de la part complémentaire sera versé directement au Centre médical Françoise Dolto par les organismes sur transmission électronique ou bordereau papier.

Il est proposé au Conseil Municipal d'adopter les termes des différentes conventions de tiers payant avec les mutuelles ci-après : Almerys, MFP, SP Santé et Harmonie Mutuelles.

# PROJET

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Considérant que le centre médical Françoise Dolto, souhaite poursuivre et étendre la prise en charge du tiers payant pour les bénéficiaires de SP Santé ;

Considérant qu'il y a lieu de signer une convention avec SP Santé pour organiser une délégation de paiement ;

Vu le rapport de la Direction Générale ;

## **DELIBERE**

**Article unique :** Adopte la convention de tiers payant entre l'Association Santé-Pharma (SP Santé) et le centre médical Françoise Dolto de la ville de Puteaux.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

# PROJET

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Considérant que le centre médical Françoise Dolto, souhaite poursuivre et étendre la prise en charge du tiers payant pour les bénéficiaires de la MFP;

Considérant qu'il y a lieu de signer une convention avec la MFP pour organiser une délégation de paiement ;

Vu le rapport de la Direction Générale ;

## DELIBERE

**Article unique :** Adopte la convention de tiers payant entre la Mutualité Fonction Publique (MFP) et le centre médical Françoise Dolto de la ville de Puteaux.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

# PROJET

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Considérant que le centre médical Françoise Dolto, souhaite poursuivre et étendre la prise en charge du tiers payant pour les adhérents de la société Almerys ;

Considérant qu'il y a lieu de signer une convention avec la Société Almerys pour organiser une délégation de paiement ;

Vu le rapport de la Direction Générale ;

## **DELIBERE**

**Article unique :** Adopte la convention de tiers payant entre la Société Almerys et le centre médical Françoise Dolto de la ville de Puteaux.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

# PROJET

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Considérant que le centre médical Françoise Dolto, souhaite poursuivre et étendre la prise en charge du tiers payant pour les adhérents d'Harmonie Mutuelles ;

Considérant qu'il y a lieu de signer une convention avec Harmonie Mutuelles pour organiser une délégation de paiement ;

Vu le rapport de la Direction Générale ;

## DELIBERE

**Article unique :** Adopte la convention de tiers payant entre Harmonie Mutuelles et le centre médical Françoise Dolto de la ville de Puteaux.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

**CONVENTION DE DELEGATION DE PAIEMENT  
DITE « TIERS PAYANT »  
DES DEPENSES DE SOINS EXTERNES  
POUR LA PART ASSURANCE MALADIE COMPLEMENTAIRE**

Entre :

LA SOCIETE ALMERYYS, dont le siège social est situé 46, rue du ressort à CLERMONT-FERRAND 63967 Cedex 9, dûment représentée par Laurent Caredda, agissant en qualité de Président.

Et :

**CENTRE DE SANTE**

Domicilié(e) 26 R ANATOLE FRANCE à PUTEAUX 92800.

Représenté(e) par

Il a été conclu la présente convention, dans le contexte précisé en préambule

**Préambule :**

L'accès aux soins et la protection de la santé sont des droits essentiels qui justifient que chaque personne dispose du libre choix de l'établissement.

Il est considéré par l'établissement que la mise en place d'un mécanisme dit de « tiers payant », au profit des assurés sociaux réunissant les conditions requises, s'inscrit dans l'objectif d'un meilleur accès aux soins et à la protection de la santé.

Le mécanisme de « Tiers Payant » ne doit pas, pour autant, compromettre la sécurité économique de l'établissement qui, d'une part, est en droit d'obtenir les sommes dues sans retard, et d'autre part, peut souhaiter bénéficier d'une garantie de paiement.

**ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour but d'organiser, entre les signataires, la procédure de délégation de paiement des dépenses engagées par le bénéficiaire (au sens de l'article 2) dans les limites de sa garantie complémentaire santé au titre des prestations de soins réalisées ci-dessous :

- Consultations et soins externes pris en charge par la Sécurité Sociale ; au vu de la carte  
(Mentions : SE : Soins Externes ou AUX : Auxiliaires Médicaux renseignées à OUI pour la spécialité consultée par le patient)

Les dépassements d'honoraires éventuels peuvent donner droit au tiers payant en fonction des garanties complémentaires santé de l'assuré.

**ARTICLE 2 – BENEFICIAIRES**

**Article 2.1 :**

A la qualité de bénéficiaire, au sens de la présente convention tout assuré social ou son ayant droit couvert par un contrat d'assurance complémentaire bénéficiant des services de tiers payant almerys.

La liste des organismes d'assurance complémentaire ayant souscrit pour leurs assurés les services d'almerys est consultable par les signataires de la présente convention sur le site internet : [www.almerys.com](http://www.almerys.com).

## **Article 2.2 :**

En sa qualité de bénéficiaire, le patient qui a souscrit un contrat d'assurance santé reçoit une « carte de bénéficiaire » sur laquelle figurent les informations relatives à l'assurance maladie complémentaire (modèle ci-joint en annexe 1) et comprenant un numéro de référence (numéro d'adhérent). Ce moyen d'identification doit être produit par l'assuré social ou son ayant droit auprès de l'établissement de soins à l'occasion de l'engagement de toute dépense ouvrant droit à l'application de la présente convention.

## **ARTICLE 3 – LES DEPENSES**

### **Article 3.1 :**

Les dépenses ouvrant droit à l'application de la présente convention sont celles engagées par le bénéficiaire au sens de l'article 2 aux fins d'accéder aux prestations de soins externes réalisées par l'établissement dès lors que ces dépenses sont visées au premier alinéa de l'article L 321-1 du code de la Sécurité Sociale et /ou sont couvertes par un contrat d'assurance complémentaire bénéficiant des services almerys.

Les dépenses ouvrant droit à l'application de la présente convention sont celles correspondant à des soins compris dans la période de validité de la carte almerys et dont la demande de remboursement a été transmise dans un délai de 24 mois maximum courant à compter de la date de réalisation des soins ou de délivrance des produits et prestations.

### **Article 3.2 :**

Conformément à la réglementation, pour les actes pris en charge par le régime obligatoire, le tarif des prestations de soins est celui correspondant aux tarifs officiels sur lesquels l'établissement ne peut opérer ni rabais ni ristourne. Ces actes (conformément aux prestations de soins définies à l'article 1) sont pris en charge à l'issue de la consultation du serveur almerys ou au vu de la carte de tiers payant Almerys.

Pour les autres prestations, le tarif est celui pratiqué par l'établissement.

Lorsqu'il existe une convention entre l'établissement et un organisme d'assurance complémentaire ayant souscrit les services almerys, le tarif appliqué est le tarif conventionnel négocié entre l'établissement et ledit organisme d'assurance complémentaire.

Certains actes hors nomenclature peuvent donner lieu à tiers payant sur acceptation matérialisée par la prise en charge délivrée à l'issue de la consultation du serveur almerys. Cette prise en charge peut être conditionnée, pour certaines prestations ou pour certains organismes d'assurance maladie complémentaire, à la fourniture, l'étude et l'acceptation préalable d'un devis. Celui-ci peut généralement être obtenu sur le site almerys.com.

### **Article 3.3 :**

Le bénéfice de la présente convention est limité au montant des dépenses effectivement couvertes par l'organisme complémentaire santé éventuellement sous déduction des montants pris en charge au titre du régime obligatoire de la Sécurité Sociale.

La part complémentaire est calculée sur la base du tarif de responsabilité du régime obligatoire d'assurance maladie auquel appartient le bénéficiaire.

Les signataires s'engagent à respecter la valeur des lettres clés et des frais accessoires prévus aux tarifs conventionnels retenus par les régimes obligatoires d'assurance maladie, ainsi que la cotation indiquée à la nomenclature générale des actes professionnels

#### **Article 3.4 :**

Les dépenses peuvent être engagées par le titulaire lui-même ou l'un de ses ayant droits autorisés au titre du contrat d'assurance complémentaire. Dans le cas où les dépenses engagées par le bénéficiaire excéderaient les dépenses ouvrant droit au bénéfice de la présente convention, y compris pour la part prise en charge au titre du Régime Obligatoire de la Sécurité Sociale, l'établissement établit la facture requise et recouvre directement, auprès du bénéficiaire et des régimes d'obligations les paiements correspondants.

### **ARTICLE 4 – ENGAGEMENT DE LA SOCIETE ALMERYS**

#### **Article 4.1 :**

La société almerys s'engage à verser à l'établissement le montant des dépenses visées à la présente convention, dans les limites fixées à l'article 3.

Le versement s'effectue par virement bancaire émis au maximum dans les cinq jours suivant la réception par la société almerys des éléments requis (article 5). Ce délai est ramené à 72 h si les éléments d'informations sont télétransmis à almerys.

#### **Article 4.2 :**

Sous réserve du respect des procédures établies par les articles 3 et 5, la société almerys garantit à l'établissement de bonne foi le paiement des sommes dues y compris dans le cas où les dépenses n'ouvriraient pas droit au bénéfice de la présente convention.

#### **Article 4.3 :**

La société almerys s'engage à ne délivrer la carte de bénéficiaire, sur laquelle figurent les informations relatives à l'assurance maladie complémentaire, qu'aux assurés sociaux pouvant y prétendre, à tenir à jour en permanence un fichier électronique des cartes de bénéficiaires en état de validité, précisant l'état des droits et des garanties couvrant le bénéficiaire. L'établissement peut consulter ce fichier sur le site almerys.com.

#### **Article 4.4 :**

La société almerys s'engage à communiquer à l'établissement les informations nécessaires à l'utilisation par le bénéficiaire de sa carte et notamment un protocole technique prévu à l'article 5.3.régulièrement actualisé, lorsque les factures ont une forme électronique et qu'elles sont acheminées par télétransmission.

Elle s'engage à mettre à disposition de l'établissement une assistance téléphonique pour l'application de la présente convention du lundi au vendredi de 9 heures 00 à 12 heures 00 et de 13 heures 30 à 17 heures 30.

La société almerys ne saurait être tenue pour responsable des difficultés techniques de transmission téléphonique ou informatique que pourrait rencontrer l'établissement et qui ne sauraient lui être imputables.

#### **Article 4.5 :**

La société almerys se réserve la possibilité de procéder à toute analyse des dépenses au titre desquelles l'établissement sollicite le bénéfice de la présente convention auprès du patient, notamment afin d'apprécier son exécution régulière et de bonne foi.



## ARTICLE 5 – ENGAGEMENT DE L'ETABLISSEMENT

L'établissement s'engage à respecter la procédure suivante :

- L'établissement, en accord avec almerys, accepte la carte de tiers payant almerys, la carte vitale ou tout autre support fourni par le patient, en tant que moyen d'identification permettant l'accès au tiers payant.
- L'établissement s'engage à contrôler la validité des droits du bénéficiaire :
  - Soit au vu des informations portées sur la carte de tiers payant almerys sur laquelle figurent les informations relatives à l'assurance maladie complémentaire
  - Soit par l'interrogation du fichier informatique qu'almerys met à sa disposition par un accès internet sur le site :

[www.almerys.com](http://www.almerys.com)

- L'établissement ne peut délivrer de facture susceptible d'ouvrir droit au bénéfice de la présente convention, que visant exclusivement à la réalisation de prestations de soins et de services tels que définis à l'article 1 de la présente convention.
- Lorsqu'il transmet directement les informations à almerys (ou via son concentrateur technique) l'établissement établit pour les dépenses ouvrant droit au bénéfice de la présente convention :
  - Soit un imprimé mentionnant l'identifiant national de l'établissement, le numéro de facture, le numéro de dossier, la date d'entrée et de sortie, l'identifiant du bénéficiaire (NNI : 13 chiffres), ses noms et prénoms, sa date de naissance, son organisme d'affiliation, les dates de soins et leurs cotations, les taux et montants du remboursement Sécurité Sociale, la part de l'assurance maladie complémentaire, le reste à charge ainsi que le détail des prestations de services réalisées.
  - Soit un échange de fichiers reprenant les informations ci-dessus directement entre l'établissement (ou son organisme concentrateur technique) au format indiqué dans un Protocole Technique régulièrement actualisé qui pourra compléter la présente convention.
- L'établissement adresse, directement ou par l'intermédiaire d'un prestataire, le document ci-dessus et, le cas échéant, un imprimé récapitulatif des factures adressées simultanément à l'adresse suivante :

**ALMERYS**  
**46, rue du ressort**  
**63967 CLERMONT-FERRAND Cedex 9**

- L'établissement communique à la société almerys un relevé d'identité bancaire correspondant au compte à destination duquel la société almerys émettra le virement.

Pour l'envoi des factures subrogatoires en télé transmission la procédure décrite à l'article 5.1 est complétée par un protocole technique régulièrement actualisé, conclu entre l'établissement et ALMERYS.

Ce protocole technique fixe les règles de fonctionnement.

Toute actualisation fera l'objet d'une communication à l'initiative de la société ALMERYS.

L'établissement est tenu, pour obtenir le paiement des sommes dues, de respecter le protocole technique en vigueur à la date de la facture. Dans ce cas aucun envoi de support papier n'est à adresser à ALMERYS.

## **ARTICLE 6 - EXECUTION DE LA CONVENTION**

### **Article 6.1 :**

Afin de garantir le paiement des sommes dues à l'établissement, la société almerys est seule responsable des éventuelles actions en remboursement de sommes indûment versés, exercées à l'encontre d'un tiers qui ne pouvait se prévaloir du bénéfice de la carte de bénéficiaire, dès lors que l'établissement a respecté les procédures des articles 3 et 5.

### **Article 6.2 :**

Les réclamations ne seront acceptées par les signataires que pour les prestations et les remboursements effectués depuis moins de deux ans.

### **Article 6.3 :**

Au cas où l'établissement n'a pas respecté les procédures des articles 3 et 5, la société almerys peut refuser les versements des sommes en cause si l'état des droits ou le périmètre des garanties ne couvre pas la prestation réalisée, ou le cas échéant, engager toute action en recouvrement.

### **Article 6.4 :**

Dans le cadre du présent contrat et afin de préserver en permanence les droits du malade, tout litige survenant entre la société almerys et l'établissement sera soumis à la Commission de conciliation préalablement à toute action judiciaire.

Cette commission, composée de deux représentants de la société almerys, deux représentants de l'établissement et d'une personnalité indépendante choisie d'un commun accord entre les signataires, doit statuer dans les deux mois suivant la notification des représentants de la partie la plus diligente à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 7 – FICHIERS INFORMATIQUES**

L'établissement peut accéder aux fichiers informatiques établis par la société almerys pour obtenir toute information le concernant et, le cas échéant, en demander rectification.

D'une façon générale, il est fait application des dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés sur la CNIL et des délibérations de la Commission pour autant qu'elles seraient susceptibles de concerner les opérations réalisées au titre de la présente convention.

## **ARTICLE 8 – INFORMATION DES BENEFICIAIRES**

En vue d'assurer une meilleure application de la présente convention, ALMERYS s'engage à informer les bénéficiaires de son application par les moyens les plus appropriés.

Le professionnel de santé autorise ALMERYS à porter à la connaissance des bénéficiaires, l'existence de ladite convention permettant la pratique du Tiers Payant, par tout support à sa convenance et dans le cadre d'une information accessible par internet dans un espace strictement réservé aux bénéficiaires.

Conformément à la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, le professionnel de santé dispose d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition auprès d'ALMERYS.

Le droit de rectification peut être exercé sur demande par mail ou par courrier du professionnel de santé.

Le droit d'opposition peut être exercé directement en ligne sur le site [www.almerys.com](http://www.almerys.com) par accès sécurisé avec pseudo et mot de passe personnel ou par courrier recommandé adressé à almerys.

## **ARTICLE 9 – DUREE DE LA CONVENTION**

### **Article 9.1 :**

La présente convention prend effet à compter du jour de sa signature pour une période courant jusqu'au 31 décembre suivant.

Elle est renouvelée tacitement, par période annuelle, sauf renonciation exprimée par l'une ou l'autre des parties au plus tard le 30 septembre de l'exercice en cours pour effet au 31 décembre suivant.

### **Article 9.2 :**

La présente convention cesse de produire effet en cas de cessation de l'activité de l'établissement ou en cas de modification du cadre juridique de son activité.

### **Article 9.3 :**

La présente convention peut-être résiliée pour faute grave de l'une quelconque des parties.

La résiliation est signifiée par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle prend effet 30 jours après sa signification.

### **Article 9.4 :**

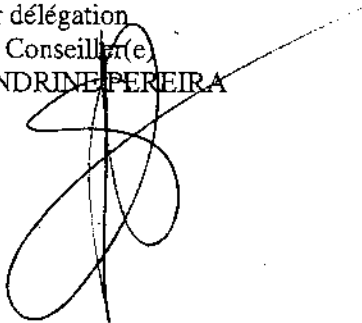
A la résiliation ou la cessation d'effet de la présente convention, il est procédé à un état des comptes et à leur règlement.

Fait en deux exemplaires à PUTEAUX, le  
(en double exemplaire)

Pour la société almerys  
Le Président  
Laurent CAREDDA

mention

Et par délégation  
Votre Conseiller(e)  
SANDRINE PEREIRA



Pour l'établissement

« signature précédée de la

lu et approuvé, bon pour accord »

# CONVENTION DE DELEGATION DE PAIEMENT AVEC UN CENTRE DE SANTE A L'EXCEPTION DU SECTEUR DENTAIRE

Entre, d'une part,

**Mutualité Fonction Publique** dite **MFP**, dont le siège social est sis 62 rue Jeanne d'Arc  
75640 PARIS CEDEX 13, représentée par **Monsieur Alain ARNAUD, Président Général**,  
dûment mandaté à cet effet.

Et, d'autre part,

**Madame ou Monsieur à compléter**

Directeur (rice) du centre de santé : **CENTRE MEDICAL FRANÇOISE DOLTO**

sis : **26-30, Rue Anatole France – 92800 PUTEAUX**

ayant pour numéro national d'identification FINESS : **920010709**

numéro code catégorie : 130-289-439

Cette convention annule et remplace tout accord antérieur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit dans le cadre de l'article L 322.1 du code de la Sécurité Sociale :

## PREAMBULE

Il est réputé acquis que chaque mutuelle nationale adhérente à MFP et inscrite sur la liste figurant à l'annexe 1, est partie prenante à la présente convention et en respecte l'ensemble des clauses.

## ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet d'organiser sur le plan pratique une procédure de délégation de paiement dans le cadre des dispositions de l'article L 322-1 du code de la Sécurité Sociale pour les dépenses correspondant à l'exécution des actes remboursables par la Sécurité Sociale pour l'ensemble des soins médicalement prescrits, exposés par les adhérents des mutuelles de la Fonction publique parties prenantes à la présente convention et dont la liste figure en annexe 1, à l'exception de la majoration de l'assuré prévue à l'article L 162-5-3 du code de la Sécurité Sociale et des dépassements d'honoraires éventuels réalisés en dehors du parcours de soins coordonnés. Il est précisé que les soins et prothèses dentaires n'entrent pas dans le cadre de l'accord.

La présente convention peut être ouverte à tout centre de santé conventionné qui en ferait la demande et s'engagerait par adhésion individuelle à en respecter les termes.

## ARTICLE 2 - BENEFICIAIRES

Sont bénéficiaires de la présente convention, les adhérents et leurs ayants droit des mutuelles parties prenantes à la convention.

### **ARTICLE 3 - LIBRE CHOIX**

Les mutuelles, concernées par la présente convention, garantissent à leurs adhérents le libre choix de leur centre de santé agréé.

Elles s'interdisent toute influence sur leurs membres en faveur ou au détriment du centre de santé signataire.

### **ARTICLE 4 - OUVERTURE DES DROITS**

Pour bénéficier de la présente convention, les mutualistes devront présenter les documents portant l'ouverture des droits au régime obligatoire et à la mutuelle concernée (carte Vitale et/ou attestation papier et/ou carte mutualiste en cours de validité). La prise en charge des sections mutualistes gestionnaires est réputée acquise sur production de ces documents.

En cas de difficulté pour le centre de santé à déterminer l'ouverture des droits, celui-ci se mettra en rapport directement avec la section mutualiste gestionnaire concernée dont l'adresse figure sur lesdits documents. Seuls donneront lieu à paiement, les soins dispensés antérieurement aux dates limites d'ouverture des droits figurant sur ces documents.

Le centre de santé qui accepterait de faire bénéficier de la dispense d'avance de frais une personne ne pouvant justifier de ses droits au régime obligatoire et à la mutuelle concernée prendrait le risque de se voir opposer un refus de remboursement par la section mutualiste gestionnaire concernée.

### **ARTICLE 5 - INFORMATIONS DES MUTUALISTES**

En vue d'assurer la meilleure application de la présente convention, les mutuelles parties prenantes s'engagent à informer leurs adhérents, par les moyens les plus appropriés.

### **ARTICLE 6 - ENGAGEMENTS DU CENTRE DE SANTE**

La délégation de paiement ne peut être établie qu'au titre des dépenses relevant du risque maladie ou maternité tel qu'il est défini à l'article L 321-1 du code de la Sécurité Sociale. Les conditions d'exécution et de facturation de ces actes sont définies par la réglementation Sécurité Sociale à laquelle il ne pourra être dérogé.

La présente convention n'est applicable que par les centres de santé conventionnés avec la caisse d'assurance maladie et dûment autorisés à exercer.

La présente convention est applicable à tout adhérent visé à l'article 2 porteur :

- de sa prescription,
- d'un accord du contrôle médical quand il est prévu par la nomenclature générale des actes professionnels.

L'adhérent bénéficiaire de cette dispense d'avance des frais demeure responsable à l'égard des organismes de Sécurité Sociale et de sa mutuelle, de l'accomplissement des formalités qui lui incombent pour obtenir le remboursement des prestations.

## **ARTICLE 7 - MODALITES D'APPLICATION**

### **Constitution du dossier**

Au vu des pièces justificatives après exécution des actes, le centre de santé :

- Etablit le volet de facturation, conformément à la réglementation Sécurité Sociale, étant entendu que la délégation de paiement ne sera consentie que sur la base des actes accordés par le contrôle médical et au tarif conventionnel de la Sécurité Sociale, l'assuré réglant directement au centre de santé s'il y a lieu le montant des analyses non remboursables.
- Porte la mention : "Délégation de L'article L 322-1" sur la feuille de soins aux lieu et place de l'acquit.
- Demande à l'adhérent de compléter et signer le recto de la feuille de soins.

### **Transmission du dossier**

Le centre de santé adresse à la section mutualiste gestionnaire concernée et dont l'adresse figure sur la carte Vitale et/ou l'attestation papier et/ou carte mutualiste, le dossier ainsi constitué où doit figurer, de manière apparente, la mention "Délégation de paiement".

## **ARTICLE 8 – PERCEPTION DU TICKET MODERATEUR**

Le centre de santé perçoit, le cas échéant, la partie du ticket modérateur non prise en charge par la mutuelle concernée en annexe 1.

Les changements éventuels seront régulièrement communiqués par la section MFP au centre de santé concerné.

## **ARTICLE 9 – PAIEMENT**

A réception du dossier, la section mutualiste gestionnaire après vérification des droits aux prestations et à la tarification, établit le décompte permettant de régler directement au centre de santé le montant des soins remboursables en tenant compte du ticket modérateur perçu auprès de l'assuré. Le règlement sera effectué dans les délais les plus courts et au maximum 30 jours suivant la réception du dossier.

## **ARTICLE 10 - CONTROLE**

Le centre de santé donnera toute facilité à la section mutualiste gestionnaire pour l'exercice d'un contrôle administratif éventuel.

## **ARTICLE 11 – RECOURS/RECLAMATIONS**

- Dans le cas où le dossier ne pourra être payé parce que :
  - les droits du bénéficiaire ne seraient pas ouverts, d'après les informations figurant sur la carte.
  - la délégation de paiement n'apparaîtrait pas sur la feuille de soins.

La section mutualiste gestionnaire adresserait une fin de non recevoir au centre de santé qui ferait son affaire de la récupération du montant de la facture auprès de l'assuré. De même en cas de réduction de cotation à l'initiative du contrôle de la CPAM.

- Si le dossier n'est pas parvenu à la section mutualiste gestionnaire concernée, la procédure de paiement par duplicata telle qu'elle est prévue dans la réglementation sera appliquée.
- Les réclamations devront être formulées en rappelant les caractéristiques du dossier : n° INSEE, nom, prénom, bénéficiaire des soins, cotation des actes, montant, date des soins.

## **ARTICLE 12 – DECLARATION CNIL**

Les parties s'engagent à respecter les obligations légales et réglementaires relatives au traitement informatique des données à caractère personnel, et plus particulièrement les dispositions de la loi du 6 janvier 1978 relatives à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

## **ARTICLE 13 – DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention **prend effet à la date de signature** pour la durée de l'année civile, elle est renouvelable par année civile par tacite reconduction.

## **ARTICLE 14 – CONCERTATION**

Une commission de concertation locale sera chargée d'examiner les difficultés d'application de la présente convention. Elle sera composée à égalité des personnes, ci-dessous désignées, choisies par les parties signataires pour les représenter.

En cas de litige et avant saisine de la commission de concertation les signataires de la présente convention s'engagent à un échange d'informations susceptible de régler ledit litige. La commission de concertation ainsi désignée devra émettre un avis dans un délai de 2 mois qui suit la saisine. Elle se réunit à la section départementale sur simple demande de l'une des parties.

## **ARTICLE 15 – DENONCIATION ET RESILIATION DE LA CONVENTION**

La présente convention peut être résiliée à l'initiative de l'une ou l'autre des parties signataires, par lettre recommandée avec AR, adressée à l'autre partie au plus tard 3 mois avant son échéance, la dénonciation prenant effet à l'échéance de la période conventionnelle.

Elle peut être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec AR, sous réserve du respect d'un préavis de 1 mois, en cas de violation grave et répétée de ses engagements conventionnels par l'autre partie se poursuivant 2 mois après une mise en demeure restée sans effet.

Elle peut enfin être résiliée pour tout au partie, par l'un ou l'autre des cocontractants, par lettre recommandée avec AR, sous réserve d'un préavis de 1 mois, en cas de nouvelles dispositions législatives ou réglementaires ou conventionnelles dont il serait constaté par l'une ou l'autre des parties qu'elles modifient substantiellement les conditions d'intervention des organismes de Sécurité Sociale ou les mutuelles. La résiliation prend effet à l'expiration du préavis courant à compter de l'envoi de la lettre recommandée. Les dossiers en cours quant à eux seront pris en charge.

En cas de retrait ou de suspension d'agrément (la convention ne sera pas applicable à partir de la date d'effet de cette suspension et pour toute la durée concernée). Les dossiers en cours quant à eux seront traités.

#### **ARTICLE 16 - TRIBUNAL COMPETENT**

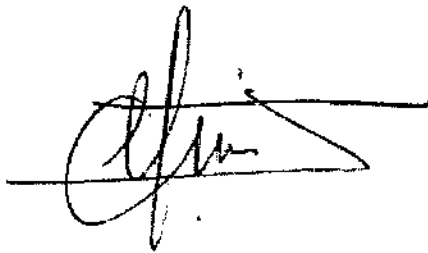
Tout litige survenant entre les parties et portant sur l'application et le respect de la présente convention sera porté devant le tribunal compétent selon la nature du litige dans le ressort duquel est situé le centre de santé.

Fait en deux exemplaires originaux, à .....

Le .....

Pour MFP  
Le Président Général,

Le centre de santé,



Alain ARNAUD



## Annexe 1

### **LISTE DES MUTUELLES PARTIES PRENANTES au 01/01/2011**

- 01 – MUTUELLES DES AFFAIRES ETRANGERES ET EUROPEENNES (MAEE)
- 06 – MUTUELLE CIVILE DE LA DEFENSE (MCF)
- 10 – MUTUELLE DES PERSONNELS DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS (MPCDC)
- 12 – MUTUELLE CENTRALE DES FINANCES (MCF)
- 23 – MUTUELLE FAMILIALE DE FRANCE ET OUTRE-MER (MFFOM)
- 27 – MUTUELLE GENERALE DE L'EDUCATION NATIONALE et MGEN Filia (MGEN et MGEN Filia)
- 28 – MUTUELLE DU MINISTERE DE LA JUSTICE (MMJ)
- 31 – MUTUELLE GENERALE DES AFFAIRES SOCIALES (MGAS)
- 32 – MUTUELLE NATIONALE TERRITORIALE - MUTACITE – MTRA (MNT)
- 33 – MUTUELLE GENERALE ENVIRONNEMENT ET TERRITOIRES (MGET)
- 37 – MUTUELLE GENERALE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE (MGEFI)
- 39 – MFPRECAUTION
- 43 – MUTUELLE DES SAPEURS POMPIERS (MSPP)

INTERIALE et INTERIALE Filia

**Adresse de MGEN Filia :** Unité de Gestion BP 34363 – 34196 MONTPELLIER Cedex 5

**Adresse de MFPRECAUTION :** MUT SANTE - TSA n° 92001 - 63024 CLERMONT FERRAND CEDEX 2

**La Mutuelle Générale de l'Economie, des Finances et de l'Industrie** regroupe la Mutuelle des Douanes, la Mutuelle des Agents des Impôts, la Mutuelle du Trésor, la Mutuelle Nationale de l'Entraide Administrative, la Fraternelle Mutuelle de l'Imprimerie Nationale, la Mutuelle des Personnels de l'Industrie et de la Recherche et la Mutuelle de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques.

**La Mutuelle INTERIALE** regroupe la Mutuelle Générale des Préfectures et de l'Administration Territoriale (code 25), la Société Mutualiste du Personnel de la Police Nationale et la Mutuelle du Ministère de l'Intérieur (code A2). MMi Filia (code A7) devient **INTERIALE Filia** : 57 rue de Paris – 59040 LILLE CEDEX

ENTRE le Centre médical F. Deltz  
Situé au 26/30 rue A. Houca 92800 PUTEAUX  
Représenté par Mme D. Boukardant en qualité de Directrice et dûment mandaté à cet effet,  
Ci-après dénommé le Centre de santé ;

ET

L'Association Santé-Pharma, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est à Paris (75009) 13 rue Ballu, déclarée à la Préfecture de police de Paris, sous le n° 85/2165, et publiée au Journal Officiel le 3 juillet 1985, dûment mandatée par ses membres - Porteurs de Risques et des Délégués de Gestion (ci-après dénommés AMC) et représentée par son Président, Monsieur Michel CHARTON,  
Ci-après dénommée SP santé.

## ONT CONVENU CE QUI SUIT :

### Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet la mise en place d'une procédure de délégation de paiement : à la charge des AMC membres de SP santé, visant à garantir, au Centre de santé, le remboursement des actes réalisés au profit des assurés dans les conditions et limites décrites ci-après.

### Article 2 : Champ d'application

#### Étendue de la garantie :

La délégation de paiement porte sur l'ensemble des actes réalisés par les professionnels de santé exerçant dans le Centre de santé, à l'exception :

- des soins de prothèse dentaire et des traitements d'orthopédie dento-maxillo-faciale, qu'ils soient réalisés par des chirurgiens-dentistes ou des stomatologues,
- des produits et prestations de la LPPR, notamment des équipements d'optique.

Concernant les actes de biologie, la délégation de paiement couvre aussi bien les actes réalisés au sein du Centre de santé que ceux effectués par un laboratoire externe dès lors qu'ils sont facturés par le Centre de santé. Ceux effectués par un laboratoire externe et facturés directement par le laboratoire au patient sont exclus de la présente convention<sup>1</sup>.

Les actes concernés par la délégation de paiement sont ceux remboursables par le régime obligatoire ayant fait l'objet d'une dispense d'avance de frais pour la partie relevant dudit régime, à l'exception des actes suivants :

- les actes soumis à entente préalable qui ont été refusés par la caisse de régime obligatoire de l'assuré ou de l'ayant droit,
- les actes effectués hors du parcours de soins coordonné, qui font l'objet de la majoration de participation de l'assuré visée à l'article R 322-1-1 du code de la sécurité sociale (i.e. les actes pour lesquels s'applique la majoration de ticket modérateur pour non respect du parcours de soins).

La délégation de paiement porte sur le montant de la part laissée à la charge de l'assuré de l'AMC ou de ses ayants droit après intervention du régime obligatoire<sup>2</sup>, dans la limite du taux et de la base de calcul indiqués sur l'attestation d'assurance complémentaire. La base de calcul peut notamment être exprimée par référence au ticket modérateur, au tarif de responsabilité, au tarif de convention, ou à la dépense réelle.

<sup>1</sup> Liste des produits et prestations visés à l'article L 165-1 du code de la sécurité sociale.

<sup>2</sup> Dans ce cas, une convention de tiers payeur spécifique peut être proposée au laboratoire par SP santé.

<sup>3</sup> La participation forfaitaire visée à l'article L 322-2 II du code de la sécurité sociale est incluse dans la part du régime obligatoire.

#### - Pour chaque acte :

- La date d'exécution des actes,
- L'identification de l'exécutant (zone tarif et spécialité du PS salarié, ADEL du PS non salarié),
- Le code des actes effectués, coefficient, prix unitaire, base de remboursement RO et quantité d'actes (les actes codés en CCAM doivent obligatoirement être transmis sous forme de codes regroupement),
- Le montant de la dépense réelle, le taux de participation du régime obligatoire, le montant du remboursement du régime obligatoire et le montant à rembourser par l'organisme complémentaire.

### 3. Modalités de transmission des demandes de remboursement

Un seul mode de transmission des demandes de remboursement est possible : électronique.  
Les demandes de remboursement doivent être adressées à l'Opérateur technique SP (en aucun cas celles-ci ne transitent par l'organisme de régime obligatoire).

La rétransmission des informations exerce le Centre de santé de l'expédition de tout élément papier, le règlement se fondant alors sur les éléments reçus par rétransmission. De même, l'AMC est exonérée dans ce cadre de toute édition de décompte papier vers le Centre de santé, l'Opérateur technique SP procédant au "retour électronique de liquidation" tel que prévu par les normes en vigueur. Les échanges de données électroniques entre le Centre de santé et l'Opérateur technique SP pourront s'effectuer, au choix du Centre de santé, soit directement du Centre de santé vers l'Opérateur technique SP, soit par l'intermédiaire d'un Organisme Concentrateur Technique (OCT) auquel le Centre de santé est abonné. L'OCT sélectionné doit satisfaire aux contraintes imposées par la CNIL aux OCT, notamment dans sa délibération n°93-053 du 15 juin 1993.

Les échanges électroniques entre le Centre de santé et l'Opérateur technique SP devront être conformes au cahier des charges SESAM-Viale (les échanges entre les OCT et l'Opérateur AMC seront définis dans un cahier de charges particulier). Pour cela, le Centre de santé devra disposer d'un logiciel agréé SESAM-Viale version 1.40 et ultérieures. Il utilisera la table de convention et la table de regroupement dans les conditions prévues au point 5. A défaut, si toutefois le Centre de santé dispose d'un logiciel non SESAM-Viale 1.40 capable d'émettre des flux à destination des AMC, la rétransmission peut être mise en œuvre après qu'une étude ait été effectuée et des tests réalisés pour établir les conditions de fonctionnement de cette rétransmission.

A des fins de contrôle, le Centre de santé s'engage à conserver pendant 90 jours à compter de la date d'envoi, et à mettre à disposition des AMC, une copie, sous forme papier ou électronique, des éléments constitutifs des demandes de remboursement et des feuilles de soins.

### 4 - Règlement

Le règlement des demandes de remboursement au Centre de santé intervient dans un délai de 6 jours ouvrés (par référence au calendrier bancaire) à réception des demandes de remboursement par l'Opérateur technique SP. Pour être prises en compte dans la journée, les demandes de remboursement doivent avoir été reçues par l'Opérateur technique avant 19 heures ;

Le Centre de santé reçoit un bordereau retour précisant les demandes de remboursement acceptées en règlement, et, éventuellement, les demandes de remboursement rejetées, accompagnées d'un motif de rejet. Les factures sont réglées au Centre de santé qui fait son affaite du paiement des honoraires au PS (y compris le cas échéant du paiement des actes réalisés par un laboratoire externe et facturés par le Centre de santé).

### 5 - Diffusion des listes et gestion des tables de conventions et de regroupement

Le Centre de santé peut consulter la liste des AMC membres de SP santé pratiquant le tiers payant Centres de santé sur le site Internet : [www.spasante.fr](http://www.spasante.fr). Le Centre de santé s'engage à paramétrer ces AMC dans son système d'information.

Pour bénéficier de la rétransmission dans le cadre de SESAM-Viale, le Centre de santé doit mettre à jour régulièrement (tous les mois) les éléments des tables de conventions (table de convention et table de regroupement) tels que définis par le cahier des charges de la version SESAM-Viale en vigueur. Le Centre de santé s'engage à maintenir à jour son système SESAM-Viale, et en particulier les référentiels de convention et de tarification de la part complémentaire.



## NOTE TECHNIQUE DÉFINISSANT LES MODALITÉS DU DISPOSITIF DE DISPENSE D'AVANCE DE FRAIS

Cette annexe concerne le processus de délégation de paiement de la part complémentaire pour les Centres de santé. SP santé met en œuvre une solution de centralisation des flux et des paiements pour le Centre de santé, pour tous les AMC ayant mandaté l'opérateur technique qui centralise les flux de facturation et les flux de règlement pour le compte des AMC et désigné ci-après sous le terme *Opérateur technique SP*.

### 1 - Modalités d'application

Le bénéficiaire de la dispense d'avance de frais doit présenter au Centre de santé l'attestation d'assurance complémentaire normalisée SP santé accompagnée de sa carte d'assurance maladie (carte Vitale ou attestation d'assuré social) en cours de validité.

Le Centre de santé assure :

- que le bénéficiaire des soins est bien inscrit sur l'attestation d'assurance complémentaire,
- que l'assuré dispose bien de droits à tiers payant gérés par SP santé pour les prestations dispensées en centre de santé (mention « SP » dans la colonne CSTE ou CSSE de l'attestation),
- de la validité de l'attestation d'assurance complémentaire, à la date de l'acte<sup>4</sup>,
- que les prestations présentées au remboursement sont couvertes par l'un et l'autre des régimes obligatoire et complémentaire,
- que les soins présentés au remboursement se situent dans le parcours de soins coordonné, lorsque le respect de ce dernier conditionne le taux de remboursement de l'assurance maladie obligatoire,
- de la concordance des informations entre l'attestation d'assurance complémentaire et la carte d'assurance maladie,
- du taux d'exonération du « Ticket Modérateur » dont bénéficie l'assuré ou l'ayant droit au titre de l'acte médical considéré.

Le Centre de santé calcule le montant de la part complémentaire objet de la dispense d'avance de frais à partir du taux de prise en charge et de la formule de calcul indiqués sur l'attestation d'assurance complémentaire. Pour les actes médicaux et les actes de biologie, la part AMO s'entend avant déduction de la participation forfaitaire visée à l'article L322-2 II du code de la sécurité sociale.

En aucun cas le total des remboursements effectués par le régime obligatoire et le régime complémentaire ne peut excéder le montant de la dépense réelle engagée par l'assuré.

Le Centre de santé fait son affaire du règlement de la part du régime obligatoire qui sera effectué par l'organisme de régime obligatoire dont dépend l'assuré et de l'éventuelle part restant à la charge de l'assuré.

### 2 - Modalités de « facturation » et de règlement

Le Centre de santé établit et transmet les demandes de remboursement par voie électronique à l'Opérateur technique SP lors de l'envoi des éléments de « facturation » au régime obligatoire et au plus tard dans un délai maximum d'un mois suivant cet envoi. Les demandes de remboursement doivent obligatoirement mentionner au minimum les éléments suivants :

- Identification de l'organisme complémentaire et du bénéficiaire, relevées sur l'attestation d'assurance complémentaire :

- Numéro d'Organisme Complémentaire,
- Numéro INSEE de l'assuré,
- Date et rang de naissance du bénéficiaire des prestations,
- Numéro "d'adhésion" figurant sur l'attestation SP santé,

- Identifiant du Centre de santé :

- Numéro PINES du Centre de santé, (qui doit avoir été préalablement déclaré à SP santé lors de l'adhésion du Centre de santé).

- Demande de remboursement :

- Numéro et date de la demande de remboursement,
- Date de l'ordonnance pour les actes prescrits,

• Total de la part du régime obligatoire, de la part à rembourser par l'organisme complémentaire, du reste à charge de l'assuré et de la dépense réelle.

<sup>4</sup> En cas de séries d'actes, la date de validité de l'attestation d'assurance complémentaire doit être contrôlée pour l'ensemble de la période des prestations.

<sup>5</sup> La franchise médicale visée à l'article L. 322-2 III du code de la sécurité sociale est incluse dans la part du régime obligatoire, elle n'est pas remboursée par l'AMC.

### Bénéficiaires

La délégation de paiement s'applique aux assurés et à leurs ayants droit, bénéficiant d'une garantie d'assurance complémentaire gérée auprès d'un AMC membre de SP santé. Ces bénéficiaires doivent figurer sur l'attestation d'assurance complémentaire normalisée SP santé dont le modèle est joint en annexe.

La liste des AMC membres de SP santé pratiquant le tiers payant avec les centres de santé est communiquée au Centre de santé lors de la confirmation de l'enregistrement de son adhésion. Elle fait l'objet de mises à jour périodiques consultables par le Centre de santé dans les conditions déterminées par l'annexe technique.

### Article 3 : Engagement des parties

Les parties signataires s'engagent à envoyer uniquement des demandes de remboursement par télétransmission, dans le but de simplifier les échanges et d'accélérer les règlements.

Le bénéfice de la délégation de paiement implique, de la part du Centre de santé, le respect d'un certain nombre d'obligations découlant de la présente convention et de ses annexes – indissociables de celle-ci – et notamment d'obligations techniques définies dans son annexe technique, dont le respect par le Centre de santé conditionne la mise en œuvre et l'application de la présente convention.

Dès lors que le Centre de santé a vérifié que l'attestation d'assurance complémentaire normalisée SP santé et que la carte d'assurance maladie (carte Vitale ou attestation) présentées par l'assuré sont toutes deux à jour de droits, et s'il est enquis lorsque cela était nécessaire de la situation de l'assuré au regard du parcours de soins, les demandes de remboursement faisant l'objet d'une avance de frais éligibles au titre de la présente convention et de ses annexes, bénéficient d'une garantie de paiements par l'AMC ayant émis cette attestation.

L'AMC est responsable du paiement au Centre de santé de la dispense de frais dont a bénéficié son assuré ou ses ayants droit. En cas de litige, quelle qu'il soit la nature, l'AMC est juridiquement et financièrement seul responsable. SP santé et l'opérateur technique assurant la transmission des flux (« opérateur technique SP »), agissant en qualité de simples mandataires des AMC au sens des articles 1984 et suivants du Code Civil, doivent être exonérés de toute demande ou réclamation relative au règlement d'une demande de remboursement.

### Article 4 : Prise d'effet de la garantie - durée et résiliation de la convention

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée.

La délégation de paiement prend effet au plus tôt à réception par le Centre de santé de la confirmation de l'enregistrement de son adhésion.

La convention pourra être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties moyennant le respect d'un préavis de six mois.

Elle pourra également être résiliée de plein droit à tout moment par l'une ou l'autre des parties en cas de manquement grave de l'autre partie à ses obligations. La résiliation prend alors effet un mois après sa notification par lettre recommandée avec avis de réception adressée à la partie défaillante, préalablement mise en demeure de présenter ses observations.

En cas de modification des règles de remboursement de l'Assurance Maladie Obligatoire, ou de modification substantielle du système de la Sécurité Sociale par des textes législatifs ou réglementaires, SP santé peut suspendre sans délai l'application de la présente convention, après en avoir informé le Centre de santé. Des modifications de la présente convention sont proposées par SP santé. A défaut, la convention est résiliée.

### Article 5 : Contestation relative au règlement d'une demande de remboursement

En cas de contestation ou de non-perçu, le Centre de santé devra en aviser l'AMC dans un délai maximum de trois mois à compter de la date d'envoi de la demande de remboursement relative à la prestation en cause.

De son côté, l'AMC peut, après en avoir informé le Centre de santé, procéder à tout contrôle afférent à un règlement qu'il a effectué dans les trois mois précédents.

Le Centre de santé et l'AMC s'engagent à faire leur affaire de tout litige ou contestation concernant une demande de remboursement ou un règlement.

Fait à ..... le ..... En deux exemplaires

### Pour le Centre de santé

Pour l'Association Santé-Pharma

Nom et signature .....

Michel CHARTON



EXEMPLAIRE  
A CONSERVER



Harmonie Mutualité

**Harmonie  
Mutuelles**

## **ACCORD DE DISPENSE D'AVANCE DE FRAIS**

Entre :

D'une part :

**HARMONIE MUTUALITE**

**143 rue Blomet**

**75015 PARIS**

**N° SIREN 500751789**

agissant pour son propre compte et mandatée pour celui des mutuelles suivantes,

**MUTUELLE DU CHU ET HOPITAUX DU 63**

**2 rue Toussaint Louverture**

**63100 CLERMONT FERRAND**

**N° SIREN 347391948**

représentées par Monsieur Maurice GOURDON, Directeur des Fonctions Centrales,

ci-après dénommées *les mutuelles*,

et d'autre part,

**CENTRE MEDICAL FRANCOISE DOLTO**

**26 RUE ANATOLE FRANCE**

**92800 PUTEAUX**

**CENTRE MEDICAL**

**N° 920010709**

ci-après dénommé *le Centre Médical*

il a été convenu et arrêté ce qui suit :

### **PREAMBULE**

Les deux parties soucieuses d'apporter le meilleur service aux assurés sociaux adhérents des mutuelles et de faciliter l'accès aux soins et examens de santé, conviennent des points suivants :

### **Article 1**

Le présent accord a pour objet de permettre aux adhérents des mutuelles et à leurs ayants droit, de bénéficier de la dispense d'avance de frais relatifs aux soins médicaux, dans la limite de la prise en charge des mutuelles.

**Le centre médical s'engage à pratiquer le « tiers payant » sur la part régime complémentaire chaque fois qu'il y a « tiers payant » sur la part régime obligatoire et seulement dans ce cas.**

Les mutuelles s'engagent à laisser, à leurs adhérents, le libre choix de leur professionnel de santé

#### **Article 4**

Le centre médical devra exiger la carte de sécurité sociale et la carte mutualiste en cours de validité, justifiant de l'ouverture des droits de l'assuré ou de l'ayant droit.

Le taux de prise en charge des mutuelles figure sur la carte d'adhérent ci-jointe, face aux nom et prénom du bénéficiaire (le taux indiqué correspond aux taux régime obligatoire plus régime complémentaire) :

pour les consultations de généralistes voir le renvoi indiqué dans la colonne « **AUXM** »  
pour les auxiliaires médicaux dans la colonne « **AUXM** »  
pour les examens de biologie dans la colonne « **LARA** »  
pour les examens de radiologie dans la colonne « **LARA** » plus le renvoi en bas de la carte  
(le taux indiqué dans le renvoi correspond à la prestation supplémentaire calculée sur le tarif de responsabilité Sécurité Sociale)  
pour les soins et prothèses dentaires, dans la colonne « **DENT** » \*

\*plus pour les prothèses dentaires : le renvoi en bas de la carte « **PROTH** »

#### **Article 5**

**Pour les patients qui relèvent de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de votre région (CPAM 75-77-78-91-92-93-94-95) :**

la demande de remboursement "papier" ou la télétransmission des données du centre médical au Régime Obligatoire de son département, déclenchera le remboursement de la part mutuelle en suivi, dès l'instant que la notion de tiers payant est signalée par le centre médical, tant sur la part régime obligatoire que sur la part régime complémentaire.

Les parties signataires conviennent en parallèle, de mettre tout en œuvre pour la mise en place de la télétransmission des données via un concentrateur technique.

Le centre médical s'engage à prévenir la mutuelle au minimum 15 jours avant tout changement dans le mode de transmission des données.

#### **Article 6**

**Pour les patients qui relèvent des autres Caisses Primaires, ou autres régimes obligatoires :**

dans le cas où les mutuelles n'ont pas mis en œuvre d'échanges informatisés avec un Régime Obligatoire, les mutuelles demanderont au centre médical de leur transmettre la facture détaillée des prestations complémentaires à rembourser, précisant également la part prise en charge par le régime obligatoire, ou copie de la feuille de soins certifiée conforme à l'original.

Les mutuelles s'engagent à rembourser au centre médical, sous 15 jours, les sommes avancées par lui.

#### **Article 7**

Le centre médical s'engage à ne réclamer aux mutuelles que le montant pris en charge par celles-ci.

Il accepte qu'elles procèdent à des contrôles ou vérifications si elles le jugent nécessaire à leur information.

Le centre médical s'engage à régulariser le dossier auprès des mutuelles s'il s'avère que le taux de remboursement du régime obligatoire est différent de celui initialement indiqué sur la facture.

#### **Article 6**

Le centre médical devra fournir un relevé d'identité bancaire ou postal pour le virement sur son compte des sommes réglées par les mutuelles.

Le centre médical qui le souhaite, peut utiliser le site internet SOLIWEB pour consulter ses informations personnelles (raison sociale, adresse ...) et le détail des remboursements effectués pour son compte dans les 90 derniers jours.

A cet effet, un numéro d'identifiant et un mot de passe devront être demandés sur le site de la mutuelle (cf. : *liste des interlocuteurs avec modèle de carte*)

#### **Article 7**

Le présent accord prendra effet au premier jour du mois suivant sa signature par le centre médical, pour la durée restant à courir jusqu'au 31 décembre. Il se renouvellera ensuite par année civile, par tacite reconduction, sauf dénonciation par lettre recommandée avec accusé de réception de l'une ou l'autre des parties contractantes, trois mois avant son échéance.

#### **Article 8**

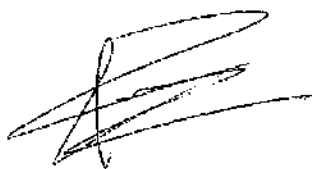
Le retrait d'agrément ou le déconventionnement du centre médical entraîne de plein droit la résiliation du présent accord.

#### **Article 9**

Le présent accord annule et remplace tout autre accord préalablement signé avec l'une des mutuelles d'Harmonie Mutualité.

Fait en double exemplaire, le 13 juin 2012

Pour les mutuelles,



M. Maurice GOURDON  
*Directeur des Fonctions Centrales*



Pôle Partenaires  
BP 1729 - 37017 TOURS CEDEX 01  
Siège Social : 143 rue Blomet - 75015 PARIS  
Mutuelle soumise aux dispositions du Livre II du  
code de la mutualité - Siren N° 500 751 789

Pour le centre médical,

Date .....  
**Signature et cachet**

Mme BOUHADANA DANIELE  
Directrice

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du VENDREDI 6 JUILLET 2012**

## **QUESTION N° 36**

**REGLEMENT INTERIEUR DES ETUDES  
SURVEILLEES**

## RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

### **REGLEMENT INTERIEUR DES ETUDES SURVEILLEES**

La ville de Puteaux assure un service public facultatif d'études surveillées se déroulant dans les locaux de l'école pour les élèves scolarisés en CP jusqu'au CM2.

Ce service est encadré par des enseignants et permet aux enfants de faire leurs devoirs et d'apprendre leurs leçons. Toutefois, il n'est pas possible de garantir que tout le travail demandé aux enfants par leur enseignant soit systématiquement effectué dans ce temps.

L'accès aux études surveillées nécessite la mise en place de règles concernant l'organisation générale du temps de travail et de la sécurité.

Dans ces conditions, il est proposé au Conseil Municipal d'accepter les termes du règlement intérieur des études surveillées.



## LE CONSEIL

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'Education Nationale,

Considérant que la commune de Puteaux organise un service public d'études surveillées à caractère facultatif qu'il convient de réglementer,

Vu le rapport de la Direction Générale,

## DELIBERE

ARTICLE 1 : accepte les termes du règlement intérieur des études surveillées.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

# **REGLEMENT INTERIEUR DES ETUDES SURVEILLEES**

## **ARTICLE 1 – CONDITIONS**

La ville de Puteaux assure un service public facultatif d'études surveillées se déroulant dans les locaux de l'école pour les élèves scolarisés en CP jusqu'au CM2.

Ce service est encadré par des enseignants, rémunérés par la Ville, et permet aux enfants de faire leurs devoirs et d'apprendre leurs leçons. Toutefois, il n'est pas possible de garantir que tout le travail demandé aux enfants par leur enseignant soit systématiquement effectué dans ce temps.

Ce service étant facultatif, toute inscription aux études entraîne le respect et l'acceptation du présent règlement par les familles.

## **ARTICLE 2 – INSCRIPTION PREALABLE**

L'inscription aux études s'effectue par le biais du Guide des pré-inscriptions mis à disposition des familles. Cette formalité concerne chaque enfant susceptible de fréquenter, même exceptionnellement, l'étude. Elle n'implique pas une obligation de fréquentation.

Avant toute inscription préalable, la famille doit être à jour de ses règlements lesquels sont à payer à terme échu.

## **ARTICLE 3 – ENCADREMENT**

Les études sont assurées en priorité par les enseignants de l'école, remplaçants inclus, sur la base du volontariat, et le cas échéant, par des enseignants d'autres écoles élémentaires ou maternelles.

## **ARTICLE 4 – DEROULEMENT**

Les études se déroulent après la classe de 17h00 à 18h00 les jours où il y a école.

Un temps récréatif de 30 minutes est prévu avant le démarrage de celles-ci, ce moment permettant aux enfants de prendre un goûter fourni par les parents.

Les groupes sont constitués préalablement par les enseignants. Cette organisation est laissée à l'appréciation du responsable de l'étude qui s'assure de l'équilibre des groupes.

Afin de ne pas perturber les études, la sortie ne pourra pas avoir lieu avant 18h00. Il est demandé aux familles de respecter cet horaire pour venir chercher leur(s) enfant(s). Au-delà de 18h00, l'enfant ne peut pas être gardé au sein de l'école, le service d'études étant terminé.

## **ARTICLE 5 – DISCIPLINE**

Les études doivent se dérouler dans un environnement propice au travail et donc, dans un calme relatif.

Leur fréquentation implique, de la part des enfants, une attitude correcte et un comportement respectueux tant, vis-à-vis de l'enseignant qui encadre l'étude, que des autres enfants.

En cas de faits ou d'agissements graves :

- comportement indiscipliné constant ou répété
- attitude agressive envers les autres enfants
- manque de respect caractérisé envers le personnel encadrant
- actes violents entraînant des dégâts corporels ou matériels

que ce soit lors de la récréation précédant l'étude ou durant celle-ci (16h30 à 18h00) une sanction sera prononcée.

Selon la gravité de la faute, cette sanction prise à l'encontre, de ou des élèves concernés, donnera lieu soit à :

- un avertissement oral formulé directement à l'enfant
- un avertissement écrit aux parents
- une exclusion temporaire pouvant aller jusqu'à 2 semaines
- une exclusion définitive

La sanction sera prononcée par le Directeur Général des Services et sera signifiée, par écrit, aux parents.

## **ARTICLE 6 – DUREE ET AFFICHAGE**

Ce règlement est établi pour l'année scolaire 2012/2013. Il sera reconduit ensuite tacitement d'année scolaire en année scolaire.

Le présent règlement est affiché dans chaque école dans un lieu accessible aux parents.

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du VENDREDI 6 JUILLET 2012**

## **QUESTION N° 37**

<p><b>ACQUISITION D'ŒUVRES D'ART</b></p>
--

## RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

### ACQUISITION D'ŒUVRES D'ART

Dans le cadre de l'exposition « LE SALON DES ARTISTES 2<sup>ème</sup> édition » la Ville de Puteaux a fait l'acquisition de deux œuvres d'art.

L'acquisition de ces œuvres permettra d'enrichir le patrimoine de la Ville et la diffusion de l'art auprès du plus grand nombre de Putéoliens par le biais de ce concept, tout en promouvant les artistes.

Il est donc proposé au Conseil Municipal la décision suivante :

- L'acquisition d'une peinture « *Passeur de mémoire* » réalisée par l'artiste Lylia YAHY pour la somme de mille cinq cent euros. 1500 € (technique mixte format 120 x 120).
- L'acquisition d'une toile acrylique illustrant l'histoire de Puteaux, intitulée « Puteaux », réalisée par l'artiste Pierre Loup, pour la somme de huit cent euros. 800 € (format 210 x 140).

Ces acquisitions ont fait l'objet d'un avis favorable rendu par la commission culture réunie le 19 juin 2012.

# PROJET

## LE CONSEIL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le budget de l'exercice 2012 ;

Vu l'avis de la commission culture réunie le 19 juin 2012,

Vu le rapport de la Direction Générale des Services en date du 20 juin 2012 ;

## DÉLIBÈRE

Article 1 : Décide l'acquisition d'une peinture « *Passeur de mémoire* » réalisée par l'artiste Lylia YAHY pour la somme de mille cinq cent euros.

Article 2 : Autorise le Maire à procéder à cette acquisition.

Article 3 : La dépense sera prélevée sur le budget de l'année 2012.

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.*

*Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de justice administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.*

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le budget de l'exercice 2012 ;

Vu l'avis de la commission culture réunie le 19 juin 2012 ;

Vu le rapport de la Direction Générale des Services en date du 4 juin 2012 ;

## **DÉLIBÈRE**

Article 1 : Décide l'acquisition d'une toile acrylique illustrant l'histoire de Puteaux, intitulée « Puteaux », réalisée par l'artiste Pierre LOUP pour la somme de huit cent euros. 800 € (format 210 x 140).

Article 2 : Autorise le Maire à procéder à cette acquisition.

Article 3 : La dépense sera prélevée sur le budget de l'année 2012.

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.*

*Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de justice administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.*

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du VENDREDI 6 JUILLET 2012**

## **QUESTION N° 38**

**PRISE EN CHARGE DE FRAIS DE DEPLACEMENT**



## **RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE**

### **PRISE EN CHARGE DE FRAIS DE DEPLACEMENT**

A l'occasion du vernissage de l'exposition permanente de l'œuvre de Frantisek KUPKA, une délégation de quatre personnes, se rendra à Opocno, ville tchèque jumelée avec Puteaux, en septembre 2012.

Par délibération en date du 5 juillet 2011, le Conseil municipal a autorisé la prise en charge de frais de déplacements d'un émissaire de la commune à Pudong (Shanghai) en vue d'échanger avec les responsables publics locaux sur l'opportunité de lier nos deux communes.

Suite à ces échanges, Puteaux accueillera durant le mois d'août 2012 une délégation du district de Pudong en vue de l'établissement d'un pacte d'amitié entre les deux villes.

Il est proposé au Conseil municipal de prendre en charge les frais de déplacement de ces délégations.

# PROJET

## LE CONSEIL

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le budget primitif de l'exercice 2012,

## DELIBERE

Article 1 : Autorise la prise en charge sur le budget communal des frais de déplacement à Opocno, ville jumelée avec Puteaux, d'une délégation d'élus et de fonctionnaires de la Ville à l'occasion du vernissage de l'exposition permanente de l'œuvre de Frantisek KUPKA qui aura lieu en septembre 2012.

Article 2 : Autorise la prise en charge sur le budget communal des frais de déplacement à Puteaux d'une délégation du district de Pudong en vue de l'établissement d'un pacte d'amitié entre les deux villes.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du VENDREDI 6 JUILLET 2012**

## **QUESTION N° 39**

<p><b>ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS</b></p>
--

## **RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE**

### **ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS**

La Ville de Puteaux souhaite attribuer des subventions aux organismes et associations suivants :

- Institut Alfred Fournier

Reversement des recettes du concert d'Hélène SEGARA du 1<sup>er</sup> décembre 2011 donné dans le cadre de la journée de lutte contre le Sida, pour un montant total de 5 220 euros.

- CSMP Tennis

Prise en charge des frais de licences engagés par cette association sportive pour le compte de ses adhérents, pour un montant total de 15 205 euros.

- Association « Rivages »

Soutien à cette association œuvrant à l'épanouissement, à la réinsertion, à la réadaptation sociale et professionnelle des personnes souffrant de troubles psychologiques, pour un montant total de 400 euros.

- Association Paris Circuit Party

Soutien à cette association organisant une manifestation à la Défense prônant la liberté et l'égalité, pour un montant total de 5 000 euros.

- Association Happy Tap

Soutien à cette association proposant des cours de claquettes aux putéoliens au Palais de la Danse, pour un montant total de 5 200 euros et autorisation au Maire de signer une convention d'objectifs avec cette association.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal, d'attribuer des subventions à ces organismes et associations et d'autoriser le Maire à signer une convention d'objectifs avec l'association Happy Tap.

# PROJET

## LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'action en faveur de la lutte contre le sida menée par l'Institut Alfred Fournier ;

Considérant qu'il y a lieu d'apporter une aide financière à l'Institut Alfred Fournier dans le cadre de la participation de la ville à la journée de lutte contre le sida ;

Considérant que la ville a souhaité reverser l'intégralité des recettes liées aux entrées du concert d'Hélène Ségara qui s'est déroulé le 1<sup>er</sup> décembre 2011 au théâtre des Hauts-de-Seine dans le cadre de cette manifestation ;

Vu le rapport de la Direction Générale,

## DELIBERE :

ARTICLE 1 : Une subvention de fonctionnement de Cinq mille deux cent vingt euros (5220€) est attribuée à l'Institut Alfred Fournier.

ARTICLE 2 : La dépense fait l'objet d'une inscription au budget primitif de l'exercice 2012 Chapitre 65 – Compte 6574 Subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 modifiant l'article de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 sur l'organisation et la promotion des activités physiques et sportives,

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et son décret d'application n°2001-495 du 6 juin 2001,

Vu le budget primitif de l'exercice 2012,

Vu la demande de subvention municipale exceptionnelle formulée par le CLUB SPORTIF MUNICIPAL DE PUTEAUX DE TENNIS, au titre de la saison 2011/2012, représentant les frais de licences pour tous les joueurs de la Ville de Puteaux,

Vu la délibération n° 1486 en date du 23 septembre 2011 approuvant la convention d'objectifs passée entre la Ville de Puteaux et ladite association,

Vu la délibération n° 1606 en date du 16 février 2012 approuvant l'Avenant n°1 à la convention d'objectifs passée entre la Ville de Puteaux et ladite association,

Considérant qu'il y a lieu de verser une subvention pour les frais de licences réglés à la Ligue des Hauts de Seine par ladite association,

Vu le rapport de présentation,

## DELIBERE :

ARTICLE 1<sup>er</sup> : La Ville de Puteaux attribue une subvention de quinze mille deux cent cinq euros (15 205 €) au CLUB SPORTIF MUNICIPAL DE PUTEAUX DE TENNIS, au titre de la saison 2012/2013, pour les frais de 810 licences réglées à la Ligue des Hauts de Seine.

ARTICLE 2 : La dépense sera prélevée sur les crédits ouverts au budget primitif de l'exercice 2012, sur le Chapitre 65-Compte - 6574 Subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

# PROJET

## LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le budget primitif pour l'exercice 2012 ;

Vu la demande de subvention municipale de fonctionnement sollicitée par l'association « Rivages » ;

Vu le rapport de la Direction Générale ci-annexé;

## DELIBERE :

ARTICLE 1 : Une subvention de fonctionnement de quatre cents euros (400 €) est attribuée à l'association « Rivages».

ARTICLE 2 : La dépense sera prélevée sur les crédits ouverts au budget primitif de l'exercice 2012 Chapitre 65 - Compte – 6574 Subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

# PROJET

LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le budget primitif pour l'exercice 2012 ;

Vu la demande de subvention municipale de fonctionnement sollicitée par l'association PARIS CIRCUIT PARTY ;

Vu le rapport de la Direction Générale ci-annexé;

DELIBERE :

ARTICLE 1 : Une subvention de fonctionnement de cinq mille euros (5 000 €) est attribuée à l'association PARIS CIRCUIT PARTY.

ARTICLE 2 : La dépense sera prélevée sur les crédits ouverts au budget primitif de l'exercice 2012 Chapitre 65 - Compte – 6574 Subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé.



**LE CONSEIL,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le budget primitif pour l'exercice 2012 ;

Vu la demande de subvention municipale de fonctionnement sollicitée par l'association « Happy Tap » ;

Vu le rapport de la Direction Générale ci-annexé;

**DELIBERE :**

ARTICLE 1 : Une subvention de fonctionnement de cinq mille deux cents euros (5 200 €) est attribuée à l'association « Happy Tap ».

ARTICLE 2 : Autorise Madame le Maire, ou son représentant légal, à signer avec l'association Happy Tap, la convention de mise à disposition de locaux et équipements communaux au profit de l'association Happy Tap.

ARTICLE 3 : La dépense sera prélevée sur les crédits ouverts au budget primitif de l'exercice 2012 Chapitre 65 - Compte – 6574 Subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du VENDREDI 6 JUILLET 2012**

## **QUESTION N° 40**

**DEMANDES DE SUBVENTIONS AUPRES  
DU CONSEIL GENERAL DES HAUTS-DE-SEINE  
POUR LES TRAVAUX D'AMENAGEMENT  
DANS LES CRECHES**

## RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

<p style="text-align: center;"><b>Demandes de subventions auprès du Conseil Général des Hauts-de-Seine pour les travaux de réaménagement dans les crèches</b></p>
---

La Ville souhaite effectuer divers travaux de réaménagement dans diverses crèches de la Ville afin d'assurer aux enfants de meilleures qualités d'accueil.

Pour des raisons de sécurité des enfants, les travaux sont obligatoirement réalisés entre les mois de juillet et août 2012.

Les crèches concernées sont :

- la crèche des lutins pour des travaux de rénovation du rez-de-chaussée et de revêtement de sol ;
- la crèche des cèdres pour des travaux de rénovation de façade ;
- la crèche des arcades pour la réfection du rez-de-chaussée, la création d'un local poussettes.

***Il est proposé au Conseil Municipal :***

- D'autoriser Madame le Maire ou son représentant légal à engager les démarches auprès du Conseil Général des Hauts-de-Seine et de tout organisme pour solliciter les subventions d'investissement pour les travaux de réhabilitation et de rénovation dans les crèches.

# PROJET

LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la politique d'amélioration des conditions d'accueil et de sécurité des enfants dans les crèches de la Ville circulation prévues dans les années à venir sur la commune de Puteaux,

Vu le rapport de présentation,

DELIBERE :

ARTICLE 1 : Autorise Madame le Maire ou son représentant légal à engager les démarches auprès du Conseil Général des Hauts-de-Seine et de tout organisme pour solliciter les subventions d'investissement pour les travaux de réhabilitation et de rénovation dans les crèches.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.